

LE COURRIER DES ÉTATS-UNIS,

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

New-York.

VOL. III.

NEW-YORK, SAMEDI, 8 JANVIER 1831.

NO. 91

SOMMAIRE : Chambre des Députés. — Procès des anciens ministres à la Chambre des Pairs. — Nouvelles politiques. — Tableau de l'effectif de l'armée d'Espagne. — Prisons d'Angleterre. — Origine et progrès de l'art de construire des vaisseaux en Angleterre. — Établissement d'un musée ethnographique à St-Petersbourg. — Imprimerie. — Ananas et melons. — Jongleurs. — Mœurs et gouvernement des Wahabys. — Nuit du 28 au 29 juillet. — Le chasseur d'homme. — Dignes de la Hollande. — Mélanges.

FRANCE.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

PRÉSIDENCE DE M. DELESSERT.

Séance du 13 novembre.

La chambre décide qu'un monument sera consacré aux événements de juillet.

La chambre passe au scrutin secret sur l'ensemble de la loi. Voici le résultat :

Nombre des votans.....	224
Majorité absolue.....	113
Boules blanches.....	204
Boules noires.....	20

La chambre adopte.

PRÉSIDENCE DE M. CASIMIR PÉRIER.

Il est quatre heures et demie, M. Delessert cède le fauteuil à M. le président Casimir Périer.

M. Méthou, ministre de l'instruction publique, expose les motifs de deux projets de loi, l'un (déjà adopté par la chambre des pairs), qui modifie la loi du 25 mars 1822, et indique les peines à infliger au délit d'outrage aux droits que le roi tient de la nation française; exprimé dans la déclaration du 7 août 1830, et la Charte constitutionnelle par lui acceptée et jurée le 9 août.

L'autre, qui porte : « A compter du 1er janvier 1831, les membres du culte israélite recevront un traitement du trésor public. »

Le président donne la parole à M. Mauguin qui demande aux ministres des explications sur la position de la France à l'extérieur.

Le *Maréchal Maison*, ministre des affaires étrangères, monte à la tribune.

Les membres du cabinet actuel peuvent donner au pays l'assurance que, parmi les actes qui viendront d'eux, aucun ne compromettra la sûreté et la dignité de la France. Nous serons d'autant plus sûrs de conserver nos droits intacts, que nous aurons plus respecté les droits des autres peuples.

Le discours du roi d'Angleterre, déjà mieux expliqué dans le sein du parlement, ne pouvait donner lieu à des alarmes fondées; l'intervention armée dans les affaires de la Belgique n'est pas dans l'intention de l'Angleterre; une intervention de conseil et d'amie est d'une nature toute rassurante. La garantie donnée par cinq puissances à l'union de la Belgique et de la Hollande la rendait nécessaire.

Enfin, on voudrait voir dans les conférences de Londres quelque chose de pareil à la sainte-alliance; mais l'Angleterre s'en est toujours tenue en dehors.

Tout porte à croire que le but sera atteint. L'envoi de commissaires français et anglais vers les provinces bellicieuses est une démarche d'humanité, et la ligne qu'ils sont autorisés à établir entre elles est un fait implicite qui annonce dans les cabinets l'intelligence des tems nouveaux.

Au milieu de cette délicate affaire des Pays-Bas, qui touchait particulièrement nos intérêts et aux affections d'une autre puissance, une royale sagesse a maintenu la Prusse dans les termes les plus pacifiques; nous espérons que cette sagesse ne cessera pas de présider à ses conseils.

Le changement du ministère a seul empêché le départ de notre ambassadeur pour Vienne; mais nos relations se continuent avec cette puissance dans des rapports bienveillants.

Nous avons donc la confiance que l'Europe conservera le plus grand des biens, la paix, la paix expression de toutes les nécessités européennes, la paix préférable de beaucoup à la victoire.

La France, Messieurs, peut se glorifier de sa modération. Dans la question belge, elle a pensé que la non-intervention valait mieux que des tentatives d'agrandissement. La France a voulu fonder sur sa loyauté son avenir. La justice est aussi une influence, elle est durable, elle aura son poids pour les bons esprits.

Pour moi, Messieurs, j'avoue que mon patriotisme est égoïste. Français avant tout, je vois d'abord les intérêts de la France. Avant de songer au genre humain, je songe à la France. Je pense que, tout en formant des vœux pour des améliorations politiques chez nos voisins, la raison, l'intérêt, l'honneur nous commandent de nous renfermer dans l'exercice de notre indépendance nationale et de notre liberté.

Nous ne voudrions pas que d'autres intervenissent dans nos affaires; ne souffrons pas qu'une intervention violente règle non plus le sort des autres peuples. L'impartialité et la bonne foi seront la règle de notre conduite, et le gouvernement persévéra dans la volonté ferme de n'intervenir de quelque manière que ce soit dans le régime intérieur des autres nations. La pureté, la modération qui ont distingué notre révolution seront aussi notre force pour l'avenir. Tel est le caractère que nous imprimons à nos actes tant que notre présence aux affaires sera jugée nécessaire par le roi, si juste appréciateur de tous les dévouemens. (Marques d'adhésion.)

M. Bignon a la parole.

..... J'aborde franchement la question dans toute sa simplicité

comme dans toute son étendue. Quelles sont les chances pour la guerre? quelles sont les chances pour la paix? (Ecoutez! écoutez!)

Aurons-nous la guerre? Immédiatement, non. Le coup de tonnerre qui a frappé la race de Charles X, a eu son retentissement dans tous les états absolus. La commotion a été vive et profonde. Partout le pouvoir absolu a pu se croire ébranlé; il a cru sentir la terre trembler sous ses pieds; il a pu craindre qu'une communication souterraine ne prolongât jusqu'à lui l'éruption du volcan français. Ainsi point de guerre aujourd'hui, point de guerre demain. L'aurons-nous dans trois mois, dans six mois? Là est le doute, l'incertitude. Hâtons-nous de dire qu'il dépend de nous en grande partie de ne l'avoir pas, ou, si elle est inévitable, de n'avoir pas à la craindre.

Les chances pour la guerre avaient paru, il y a quelques jours, fortifiées par le discours du roi d'Angleterre. En ce moment, elle semble atténuée par les événemens qui viennent d'avoir lieu à Londres. Toutefois, sans chercher à prévoir la direction que vont prendre ces événemens, et en admettant même la possibilité d'un changement de ministère, on ne doit pas perdre de vue qu'il est, pour la nation anglaise, une certaine nature d'intérêts et une sorte de politique fondamentale sur laquelle la conduite d'un ministère wigh diffère peu de celle d'un ministère tory. A cet égard, la marche du cabinet éprouve peu de variation, quelle que soit la fraction parlementaire qui ait en main le pouvoir.

Plusieurs passages du discours anglais ont excité une vive sensation. Il ne faut pas se le dissimuler, le fond du discours n'avait pas une empreinte rassurante. Il a été depuis, sinon réformé dans son esprit, du moins modifié par les interprétations ministérielles; cependant il toujours, comme base de la politique anglaise, et, quoique tous les paragraphes en aient été déjà considérés sous des points de vue divers, quoiqu'ils ne semblent plus rien offrir de neuf à un nouvel examen, il en est quelques-uns qui appellent une méditation sérieuse, parce que si le principe en était admis, il faudrait se résigner à d'innombrables conséquences.

Déjà, Messieurs, certaines formes et certaines expressions du discours anglais ont perdu de leur importance. Si l'on a remarqué quelque froideur dans le passage relatif à la reconnaissance du roi des Français, cette réserve a été justifiée par les égards que S. M. B. doit à un roi détrôné, devenu son hôte. Si, dans le mot qui caractérise comme une administration éclairée l'administration du roi des Pays-Bas, on a pu voir l'indice d'une inconvénient partialité, le chef du ministère anglais répond qu'on n'a pas dû s'expliquer autrement en parlant d'un allié de S. M. britannique. Ainsi, dans ces deux traits du discours du roi, il faut voir un acte de courtoisie et non un acte de cabinet. Nous admettons sans peine ces explications du ministère anglais; il eût pu en donner de meilleures; nous les donnerons pour lui.

Loin de nous plaindre du laconisme de son style, relativement à la reconnaissance du roi des Français, nous lui savons gré d'une franchise qui ne vient point, par d'hypocrites démonstrations, mendier une gratitude que nous ne lui devons pas. En procédant comme il le fait, il constate de nouveau une vérité fondamentale pour l'Angleterre comme pour la France, c'est que l'accomplissement absolu et sans concours étranger d'une volonté nationale en ce qui concerne la forme du gouvernement, est un de ces faits impérieux que les puissances étrangères peuvent être invitées à reconnaître, mais auxquels elles n'ont point à donner de sanction.

Quant à la qualification de *révolte* appliquée aux événemens de la Belgique, quel gouvernement sait mieux que le gouvernement anglais qu'un mouvement traité d'abord de *révolte* reçoit de la fortune, quand elle le seconde, le titre de glorieuse révolution? Qui le sait mieux que la maison d'Hanovre dont l'élévation au trône d'Angleterre n'a pas eu d'autre origine? (Sensation.)

Nous passons rapidement sur ces premiers articles, qui n'ont rien d'extrêmement grave, mais il nous est impossible de ne pas voir une difficulté très sérieuse, une source d'effrayantes conséquences dans le paragraphe où le roi d'Angleterre exprime l'intention « d'aviser, de concert avec ses alliés, à des moyens de rétablir la tranquillité compatible avec le bien-être et le bon gouvernement des Pays-Bas, et avec la sécurité future des autres états. »

D'abord nous voyons ici le roi d'Angleterre délibérant avec ses alliés sur les moyens de rétablir le calme dans un pays où il a été troublé. Sans doute un sentiment naturel et légitime peut porter tous les cabinets à désirer que la paix règne dans l'intérieur de tous les états européens; mais, lorsqu'on ajoute que cette délibération du roi de la Grande-Bretagne avec ses alliés a pour objet d'arrêter des moyens compatibles avec le bien-être et le bon gouvernement des Pays-Bas, on entend donc prononcer sur ce bien-être et sur ce bon gouvernement? De quel droit ose-t-on prétendre régler à Paris ou à Londres, ce qui convient au bon gouvernement d'une autre contrée? Il est vrai qu'en même temps, et c'est là sans doute le motif qui justifie les autres prétextes, on se propose de pourvoir à la sécurité des autres états; mais, Messieurs, n'est-ce pas cette sécurité des autres états que l'on invoquait à Troppau, à Leybach et à Vienne? N'est-ce pas au nom de cette sécurité des autres états que des armées d'exécution ont été lancées tour à tour sur le Piémont, sur Naples et sur l'Espagne?

Notre gouvernement a proclamé le principe de non-intervention. On nous a déclaré que ce principe avait été adopté par toutes les grandes puissances. Quel est donc l'objet des délibérations dont on parle? N'est-ce pas déjà un oubli, une violation du principe consacré, qu'un concert à établir sur les bases posées par le gouvernement anglais, qu'un concert qui se permettrait toute l'étendue d'action que comportent les termes du discours royal? L'objection a été faite en Angleterre et on y a répondu que l'on n'a point l'intention d'intervenir par la force des armes. Il ne s'agit donc que d'une médiation toute de bienveillance et d'humanité, toute d'ordre et de paix. On se restreindrait à des conseils officieux, à des instructions amicales. On ferait entendre la voix de la raison aux peuples et aux princes intéressés dans la querelle, mais rien que la voix de la raison! Les armes ne paraîtraient pas! Messieurs, cette déclaration est précieuse, nous l'acceptons avec plaisir, mais alors pourquoi n'être pas resté dans ce rôle honorable et salutaire?

Le discours anglais a une toute autre portée, lorsqu'il parle de la détermination du roi de maintenir les traités généraux par lesquels le système politique de l'Europe a été établi. A nos yeux, il n'existe pas de traités gé-

néraux qui puissent, sans une interprétation forcée, s'appliquer à la lutte ouverte entre les Belges et le roi des Pays-Bas. Dès qu'on invoque des traités, ce n'est plus là de la bienfaisance et de la philanthropie, on nous ramène dans le monde positif, dans le domaine des faits. Eh bien! Messieurs, nous allons nous attacher aux faits, nous marchons droit à la difficulté. (Profond silence.)

L'existence du royaume des Pays-Bas dans la forme qu'il a eue jusqu'aux derniers événemens date du 31 mai 1815. Par l'article 1er du traité de ce jour, les anciennes provinces-unies des Pays-Bas et les provinces belgiques ont composé, sous la souveraineté du prince Orange Nassau, le royaume des Pays-Bas déclaré héréditaire. Un acte du même jour 31 mai, ouvrage de l'Angleterre et annexé au traité, portait que « la réunion de la Belgique et de la Hollande devait être intime et complète, de manière que les deux pays ne formassent qu'un même état régi par la même constitution. » Voilà, Messieurs, les stipulations essentielles qui ont fondé ce nouveau royaume. Qu'à la suite des traités de 1815, les divers souverains de l'Europe se soient mutuellement garantis la possession intégrale de leurs états respectifs, on le conçoit; c'est la formule finale de presque tous les traités; mais ici, Messieurs, il y a une grave distinction à faire.

Ces garanties que l'on se donne, contre qui se donnent-elles? Contre l'ambition, contre l'invasion étrangère. A-t-on jamais voulu se mêler par là de débats éventuels entre les peuples et les princes? Que la France, la Prusse, ou tout autre état eût envahi une partie du territoire du royaume des Pays-Bas, c'eût été là le *casus fœderis*, et on aurait eu raison de le réclamer; mais le réclamer à l'occasion d'un conflit entre le chef de l'état et les habitants! Il y a, dans cet appel aux traités, une interprétation erronée, abusive, notoirement fautive; il y a déplacement de question, supposition d'un droit imaginaire qui jamais n'a pu exister.

Quand les Belges, forcés de chercher dans une énergique résistance un remède contre l'oppression, ont conquis leur indépendance, prétendre faire valoir contre eux des traités qui garantissent entre divers états l'intégralité de territoire, prétendre révoquer un roi qui, par la main d'un de ses fils, a incendié, mitraillé une capitale, avec la nation qui a supporté ces horreurs, ou prétendre seulement imposer à ce peuple, redevenu indépendant, toute autre forme de gouvernement que celle qu'il peut vouloir se donner lui-même, ce n'est point là un droit résultant d'aucun traité; c'est le droit de la force, c'est le droit exécrable qui, en divers pays, a décimé la partie la plus éclairée des populations, qui a couvert l'Europe de proscriptions, qui, sous la présence de troupes étrangères, a dressé des échafauds à Turin, à Madrid et à Naples. A moins d'embrasser aveuglément les maximes de la sainte-alliance, ces maximes auxquelles l'Angleterre n'a jamais accédé, qu'elle a répudiées même sous l'administration de lord Castlereagh, qu'elle a fêtrées sous celle de M. Canning, il n'y a point, il ne peut point y avoir de traités dont l'application soit ici possible.

Les cabinets qui délibèrent ou vont délibérer sur la Belgique, sont trop éclairés pour se méprendre sur de telles matières. Que veulent-ils donc? Ils savent fort bien qu'ils n'ont pas titre à intervenir, et ils interviennent en disant qu'ils n'interviennent pas. Ils préparent, ils commencent une intervention, sans avoir arrêté peut-être jusqu'où elle ira, quelle direction, quelle mesure il leur conviendra de lui donner. Ils font de cette affaire une de ces questions élastiques qui peuvent recevoir une forme variable, que l'on peut à volonté agrandir ou restreindre; mais d'où plus tard on pourrait, selon les circonstances, faire sortir le calme ou la tempête. La médiation commencée, quelque nom qu'on lui donne, a toujours un caractère effrayant. C'est avec les mots d'humanité, de sécurité, que ces médiations commencent; presque toujours elles finissent avec les baïonnettes. Il y a donc là une véritable chance de guerre. Ce n'est pas la seule. (Ecoutez! écoutez!)

Je dois en signaler une autre qui a son principe dans les passions, dans les imprudences des Belges, c'est leur prétention mal fondée sur le grand-duché de Luxembourg. J'articule ce fait à la tribune, afin de dissiper un erreur trop accablée, et par la crainte que la presse périodique, qui a rendu tant de services à la cause des peuples, ne contribue à compromettre l'indépendance des Belges, en les encourageant dans un système d'usurpation capable d'attirer un choc entre eux et l'Allemagne. Quoique depuis une longue suite de siècles, le pays de Luxembourg ait pu faire partie de la Belgique, l'existence politique de ce pays dont le territoire a subi des modifications, a été changée par le traité du 31 mai. Il n'a point été donné à la maison de Nassau au même titre que les provinces belgiques. C'est une cession qui lui a été faite, à titre d'échange, en compensation des principautés de Nassau Dillembourg, Siegen et Dietz, cédées à la Prusse. Le duché de Luxembourg, érigé en grand-duché, est ainsi un domaine à part, qui forme un des états de la confédération germanique. La ville de Luxembourg a été déclarée forteresse de la confédération. Voilà une question sur laquelle les traités peuvent être invoqués avec succès. Le tort est du côté des Belges. C'est aux amis de la liberté à les en avertir. S'ils persistent, qui sait si demain la confédération germanique ne viendra pas réclamer ses droits? Qui sait si la Prusse, comme pays voisin, ne sera pas appelée à l'exécution des décrets de la diète, et, une fois que des troupes prussiennes auront posé le pied sur le territoire du grand-duché de Luxembourg, qui sait si ce malheureux et impolitique débat ne mettrait pas bientôt les Prussiens et les Français en présence, peut-être malgré eux, dans les provinces belges elles-mêmes.

J'ai exposé sans détour, sans atténuation, les causes principales qui paraissent pouvoir ouvrir la voie à des malentendus, dont l'explosion serait plus ou moins prochaine. J'éprouverai un sentiment plus doux, en m'occupant des chances qui autorisent l'espoir du maintien de la paix. (Mouvement marqué d'attention et du plus vif intérêt.)

Parmi les chances de la paix, je placerai au premier rang : l'influence des progrès de la raison publique sur la politique même des cabinets; l'estime de l'Europe pour le caractère loyal de notre roi Louis-Philippe, qui, en respectant l'indépendance des états étrangers, saura faire respecter la nôtre; la perspective des graves dangers que la guerre pourrait entraîner pour les gouvernemens absolus.

A ces chances, il faut joindre, comme circonstances rassurantes, la mauvaise état des finances de presque tous les gouvernemens, sans en excepter même l'Angleterre, qui, si elle peut toujours se suffire à elle-même, ne peut plus du moins fournir aux autres puissances les subsides qu'elle leur a prodigués depuis 1793 jusqu'à 1815; l'extinction des vœux

les haines nationales, surtout entre la France et l'Angleterre; la sympathie des divers peuples entre eux, et la sympathie de tous pour les principes d'une juste liberté, tel qu'ils sont maintenant compris en France.

Quelques-unes de ces propositions n'ont besoin que d'être indiquées. Il en est plusieurs qui demandent un léger développement.

Comme première chaîne pour le maintien du repos général, j'aime à placer l'influence de la raison publique sur la politique m-me des cabinets. J'espère que l'événement ne me démentira pas. Si la vanité de la politique et l'incertitude des calculs humains ont jamais été démenties, c'est par les événements qui viennent de se passer dans les Pays-Bas. Depuis plusieurs siècles, c'est une espèce d'axiome routinier à Londres, que l'Angleterre se voit menacée de périr le jour où la limite du territoire français du côté de la Belgique recevrait quelque extension. De là, ces longues et sanglantes guerres dont on attendait pour principal résultat la formation d'une barrière contre la France. De là, ces fameux traités de barrière, qui, en laissant à la maison d'Autriche le domaine utile du Brabant, mettaient dans les places des garnisons hollandaises.

En vain les guerres de la révolution ont anéanti ces traités, l'Angleterre ne renonce pas un instant à l'espérance de les faire revivre. Pendant 25 années, c'est pour la Belgique qu'elle a combattu. Dans les plus beaux jours de l'empire de Napoléon, elle a constamment poursuivi l'idée de détacher la Belgique de cet empire. Cette pensée a été le mobile des coalitions qu'elle a suscitées et soldées. En 1815, elle touche au succès le plus complet; elle répare et consomme l'agglomération de la Belgique et de la Hollande sous le même chef; elle forme de ces deux pays un faisceau au profit de la maison d'Orange. Ce ne sont plus seulement des troupes hollandaises qu'elle fait mettre dans des places appartenant à un autre souverain, c'est le stadhouder de Hollande, devenu roi, qui en est le possesseur et le gardien. On emploie le produit des contributions de guerre levées sur la France à hérissier la frontière française de places que l'on croit inexpugnables. Le général en chef de la coalition victorieuse préside lui-même aux travaux, et regarde le rétablissement de cet ancien système avec le complément qu'il a reçu, comme le fruit le plus important de ses triomphes.

Tout à coup un combat s'engage entre le roi des Pays-Bas et ses sujets. La séparation de la Belgique et de la Hollande s'opère. Les places, qui devaient garder les Hollandais, sont au pouvoir des Belges. Adieu le grand édifice des siècles, le grand ouvrage de l'Angleterre, si chèrement payé par des torrents de sang, par une dette de plus de vingt milliards. Tout serait à recommencer, si on pouvait recommencer deux fois une pareille entreprise. Non, l'Angleterre n'en concevra pas le projet insensé. Elle ne peut pas vouloir l'absurde; elle ne peut pas vouloir l'impossible.

Lorsque le gouvernement anglais, tourmenté d'agitations intérieures, éprouve l'inconvénient des incorporations forcées, de ces fusions contre nature qui ont réuni en un seul parlement la représentation de pays dont les intérêts sont incompatibles; lorsqu'après le divorce de la Hollande et de la Belgique, il voit la menace imminente d'une sorte de divorce entre l'Irlande et la Grande-Bretagne; enfin, lorsqu'une dette monstrueuse pèse sur la tête de l'Angleterre, dette accumulée par les efforts qu'elle a faits pour construire une barrière artificielle qui s'est écroulée en quelques jours, le cabinet britannique ira-t-il ajouter à sa dette vingt autres milliards pour se livrer à la poursuite des mêmes chimères? A supposer que nul obstacle ne dût l'arrêter, nous aimons à croire aux progrès de la raison dans ce cabinet. N'est-ce pas un ministère Tory qui, malgré l'aristocratie anglaise, dominé par les nécessités du temps, a émancipé les catholiques d'Irlande? Que la Belgique devienne un état indépendant, sous quelque forme de gouvernement qu'il lui convienne de se donner, la France respectera cet état nouveau, comme elle respecte les possessions des rois de Bavière, de Sardaigne et autres contiguës à son territoire.

L'Europe en a pour garant, outre l'esprit constitutionnel de la nation française, qui désormais répute à toute guerre offensive, le caractère droit et loyal du roi Louis-Philippe. En effet, Messieurs, à la place du roi sage qui nous gouverne, supposez que la révolution du 30 juillet eût enfanté une république, ou qu'elle eût porté au pouvoir un prince, un soldat heureux, plus jaloux de grandeur pour lui-même que de bonheur pour la France, qui eût empêché un chef téméraire de république ou de monarchie, le jour où le tocsin de la guerre a sonné dans la Belgique, de s'y précipiter à la tête des troupes, proclamant la liberté du genre humain; de jeter d'autres détachements sur les provinces du Rhin qui ont été des départements français, d'exercer ou plutôt de seconder le mouvement des peuples contre leurs souverains actuels, en leur promettant des constitutions; sans doute, c'eût été livrer la France à de terribles hasards; mais enfin la fortune couronne souvent l'audace, et qui sait si, à l'heure où je parle, la France, poussée par un chef entreprenant dans la voie des conquêtes, et ressaisissant un territoire à sa portée, qui eût été pressé de se réunir à elle, ne serait pas déjà en état, avec son armée et ses millions de gardes nationales, de braver les vains efforts de l'Europe, derrière son triple rempart du Rhin, des Alpes et des Pyrénées? (Mouvement dans l'assemblée.)

Certes, je rends grâce au roi Louis-Philippe de n'avoir point eu de ces gigantesques idées; je lui rends grâce de n'avoir point joué ainsi les destinées de notre nation; je lui rends grâce de n'avoir point cherché, au risque d'un retour funeste pour nous, à incendier l'Italie, l'Espagne et l'Allemagne; mais enfin ce qu'il n'a point fait, il eût pu le tenter, et même, en admettant qu'il n'eût pas réussi, il eût cependant porté un coup sensible à la sécurité des dynasties et ébranlé les fondemens de toutes les trônes. (Nouveau mouvement.) Pour l'Europe comme pour nous, il a été l'homme nécessaire, l'homme indispensable; elle lui doit autant que nous la consolidation de notre gouvernement. Toute atteinte portée à l'existence de notre dynastie nouvelle, serait une calamité pour toutes les dynasties européennes. (Marques générales d'approbation et de conviction.)

Le roi fait plus, et les cabinets étrangers doivent lui en tenir compte. Comme nous, le roi plaint les infortunés persécutés pour la rigueur de quelques gouvernements absolus, et qu'un sentiment généreux porte à désirer l'affranchissement de leur patrie; mais, en compassant au malheur, il sait qu'il doit respecter l'indépendance des autres états pour avoir droit de faire respecter la nôtre. Que l'Europe lui en sache gré, car, en se prêtant à des mesures sévères contre des hommes déjà si malheureux, son noble cœur fait le plus grand des sacrifices. (Une foule de voix: Oui! oui! c'est vrai!)

Dans cette situation où se trouvent les puissances continentales, et même d'Angleterre envers le roi Louis-Philippe, devront-elles se décider à la guerre? Je ne le pense pas: pour quelques-unes ce serait mettre en jeu leur existence. Le temps des guerres mécaniques est passé; ce ne sont plus des automates que les soldats de nos jours, pas même dans les contrées les plus retardataires en fait de civilisation. Désormais les passions, les affections morales des peuples doivent influencer essentiellement sur les événements de la guerre. Les vœux préjugés ont disparu; les préventions nationales sont éteintes; les Anglais d'aujourd'hui, par exemple, ne sont plus les Anglais de M. Pitt et de lord Castlereagh; de leur côté, les Français ont abjuré les ressentiments du comte du salut public et de l'empire. Partout on date d'époques plus récentes. On est patrie et anglais, français ou allemand, mais l'amour du pays n'est plus la haine des nations étrangères. (Bravo! bravo!)

Partout, au contraire, il y a sympathie entre les peuples, il y a sympathie particulière de tous les peuples pour les principes mis en pratique par le peuple français. Le génie de la liberté et le génie du stabilisme sont en présence. Il serait imprudent de les mettre aux prises. Le succès du combat ne serait pas douteux. Si c'est pour punir la France d'avoir conquies une liberté pleine et réelle qu'on voudrait lui faire la guerre, la France serait dans son droit lorsqu'elle porterait la liberté aux nations et aux armées mêmes qu'on f'rait marcher contre elle. (Adhésion vive et énergique.)

La passion des conquêtes n'est plus la passion de la France vraiment libre. Nous avons été rassasiés de gloire. Sous la conduite du plus grand des capitaines, nous avons assez largement savouré les délices du triomphe. La gloire nous a suivis jusque dans nos défaites, et, vaincus un seul jour, nous avons pu regarder fièrement nos vainqueurs. (Sensation.) Maintenant parmi nous les esprits se sont élevés dans une autre direction. Le goût de l'étude a remplacé le goût des armes; mais, si une guerre défensive était nécessaire, toute cette jeunesse studieuse aurait bientôt mis ses vœux pour le mousquet, et s'empres- s'rait de courir au d'oit à la patrie. (On a entendu s'écrier dans les tribunes: Oui! oui! s'écrie-t-on dans les tribunes.)

Le drapeau tricolore n'est en ce moment qu'un emblème de paix et d'ordre. Il est arboré sur nos remparts comme le gardien de notre frontière. Il est resté longtemps immobile; qu'il soit pour nous comme le dieu Terme des Romains. C'est notre vœu le plus sincère (oui! oui!); mais que les cabinets y prennent garde, qu'on ne nous force pas de le planter sur une terre étrangère: il ne s'y présenterait plus en ennemi pour annoncer des démembremens d'états et la l-ée de contributions de guerre; il y flotterait comme un signe d'obéissance autour duquel se rallieraient les peuples pour conquérir la liberté sur les gouvernemens. (Acclamation unanime les et prolongées.)

La révolution en 1830 n'est pas ce qu'elle était en 1789. Elle a pour elle quarante années d'expérience; elle a connu ses fautes: elles les a pleurées, elle n'en commettra plus. Voyez la dans toute sa magnificence aux jour s des 27, 28 et 29 juillet: voyez la hénique, mais généreuse, irrésistible, mais clément et magnanime. La révolution de 1789, combattue par les rois, les nobles et les prêtres, ne savait, pour s'ouvrir un passage à travers tout s les résistances, que tuer les nobles, les prêtres et les rois. La révolution de 1830 n'a plus rien à démêler avec les prêtres et les nobles, qui ne sont plus que des citoyens soumis à la commune. (Très bien! très bien!)

Victorieuse d'un prince qui a rompu son contrat avec elle et tourné ses baïonnettes contre Paris, elle a enseigné au monde comment, après un mortel triomphe, un grand peuple, sans colère, sans démonstration d'hostilité, conduit silencieusement un roi parjure jusqu'à la frontière, et préside à son embarquement pour des bords d'où jamais ni lui, ni les siens, ne peuvent revenir. La mort de Charles X, la mort de Louis XVI, sont des catastrophes dont les nations sont les premières à se repentir. La marche lente et calme de Charles X à travers la Normandie est à jamais la véritable leçon des rois.

Enfin, Messieurs, la meilleure garantie que nous puissions avoir pour le maintien de la paix dépend absolument de nous. Que la France soit en paix avec la France, et on ne nous attaquera pas. (Très bien!) C'est par notre union intérieure que nous dérons aux puissances étrangères tout motif, tout prétexte d'agression. Rejetons loin de nous ces qualifications nouvelles par lesquelles on cherche à diviser des hommes qui, au fond, sont tous d'accord. A l'époque où nous vivons, nul homme de sens n'a l'idée de vouloir rester stationnaire et immobile; mais on peut vouloir un mouvement plus ou moins rapide, un mouvement graduel ou un mouvement accéléré. Pour moi, il me semble que, s'il y avait du danger quelque part, le danger serait dans la précipitation. (Vive approbation au centre.)

Je dirai donc à ceux de nos amis qui voudraient obtenir à l'instant même tout ce que nous réserve l'avenir: a Nourrissez bien cette généreuse ardeur qui vous enflamme, mais gardez-la pour répondre aux attaques du dehors. Que votre exaltation ne s'éteigne pas; la patrie peut la réclamer demain. Soyez toujours les hommes de juillet, afin de pouvoir redevenir, s'il le faut, les hommes de Jemmapes, de Fleurus et de Marengo. Tous les essais possibles de liberté que vous désirez faire, vous avez un roi qui, dans un temps prochain, les fera volontiers avec vous. (Vive approbation à gauche.) Aujourd'hui, serons-nous autour de son trône constitutionnel. Avec lui, vous êtes certains que la liberté ne peut pas périr; vous êtes certains d'avoir et déjà vous avez plus de liberté véritable que jamais il n'en exista, non-seulement dans aucune monarchie, mais peut-être même dans aucune république. (Bravo! bravo!)

Messieurs, vous avez entendu, il y a quelques jours, les explications loyales et franches des ministres qui se sont retirés et de ceux qui les remplacent. Au milieu de leurs légers dissentimens sur des systèmes, vous les avez entendus reconnaître mutuellement que chacun d'eux veut la même chose, tend au même but: l'affirmissement du trône nouveau et des libertés publiques. Que tous les Français se rendent la même justice, car ils la méritent tous, et la France sera invincible. (Très vive sensation.)

Cette situation n'échappera point à la pénétration des cabinets étrangers. Les espérances qu'ils auraient pu fonder sur nos divisions intestines se trouvant évanouies, ils se félicitent eux-mêmes de notre sagesse, qui leur aura épargné de téméraires entreprises dont les suites sont toujours incertaines. Montrons-nous franchement à l'Europe, tels que nous sommes. Notre profession de foi politique est simple: paix et amitié à quiconque n'entend pas se mêler de nos affaires intérieures; paix aux gouvernemens, amitié aux peuples. Que les gouvernemens nous laissent poursuivre les perfectionnemens sociaux et intellectuels, devenus l'affaire principale de notre époque; nous n'irons en aucune manière nous immiscer dans leurs rapports avec les nations qui leur sont soumises. Tout en faisant des vœux pour l'amélioration du sort des hommes dans tous les pays, jaloux du maintien de notre constitution, nous respectons les constitutions des autres états. Une grande partie de l'Europe a été province française. Nous n'avons aucun regret du passé; nous ne désirons que de rester intacts et tranquilles dans le cercle de nos frontières. Le lion en repos n'aspire qu'à être maître chez lui: malheur à qui viendrait l'y provoquer!

Messieurs, je vous avais montré toutes les circonstances qui peuvent faire craindre la guerre; vous pouvez apprécier de même celles qui nous autorisent à espérer la conservation de la paix. Je ne me livrerai point à d'imprudentes prédictions; on connaît le mécompte trop fréquent de semblables prophéties. Cependant, si j'étais forcé d'émettre une opinion précise, si je devais, comme un juré, m'expliquer par oui ou par non, tout en déclarant que je suis loin de me croire infallible, je dirais: Non, nous n'aurons pas la guerre. (Bravos et applaudissemens prolongés.)

COUR DES PAIRS.

PROCÈS DES ANCIENS MINISTRES.

M. DE CHANTELAUZE (26 octobre 1830.)

D. A quelle époque, avant la formation du ministère du 8 août, avez-vous appris qu'elle devait avoir lieu l'assassinat? — R. Je ne l'ai appris que par les journaux. — D. N'avez-vous pas, à cette occasion, pris des engagements avec le roi Charles X lui-même? — R. Non. — D. N'avez-vous pas rédigé, pour lui, un travail qui promettait au nouveau ministère dont il est question, la majorité dans la chambre des députés telle qu'elle existait alors? — R. Jamais. — D. N'avez-vous pas aussi, à cette époque, développé, pour l'usage du roi Charles X, le plan de la réformation dont l'accomplissement a été tenté le 25 juillet 1830? — R. C'est la première fois que j'entends parler de cela.

D. N'est-ce pas vous qui, à cette époque, ou aux environs de cette époque, avez développé au roi Charles X, à M. le duc de Nemours et à M. de Polignac, le plan dont l'exécution a été tentée le 25 juillet? — R. Non. — D. N'avez-vous pas développé ce même plan, ou un plan de même nature, à M. de Peyronnet? — R. Jamais. — D. N'avez-vous pas convenu, avec M. de Peyronnet, que vous n'entreriez pas sans lui au ministère? — R. Non; il n'y a jamais eu d'engagement de ce genre; mais plus tard, au mois de mai, j'en ai fait en quelque sorte une condition de mon entrée au conseil. — D. Lorsque vous êtes parti de Paris, après la prorogation de la chambre, savez-vous que M. de Polignac avait le projet de la dissoudre? — R. Non. — D. L'avez-vous encouragé dans ce projet? — R. Ma réponse est déjà faite.

D. A quelle époque M. de Polignac vous a-t-il fait connaître l'intention de vous appeler au ministère de la justice, et que lui avez-vous répondu? — R. Le 15 ou le 16 août j'ai été nommé ministre de l'instruction publique; j'ai tout aussitôt exprimé un refus qui a été agité; le 30 avril de l'année suivante, j'ai reçu ma nomination de garde-des-sceaux; je manifestai une extrême répugnance à accepter ces fonctions. J'ai fait valoir toutes les considérations qui me paraissent propres à me soustraire à ce choix; diverses circonstances, dont il est superflu de rendre compte, ne m'ont pas permis de persister dans cette résolution. — D. Lorsque M. le duc de Nemours vint à Grenoble, lui développâtes-vous pas le plan des ordonnances du 25 juillet? — R. Non. — D. Quels engagements prîtes-vous avec M. de Polignac, lorsque vous entrâtes enfin dans le ministère? — R. Les engagements qu'ont pris tous les ministres qui depuis quinze ans sont arrivés au pouvoir. — D. M. de Polignac ne vous découvrit-il pas alors le projet de changer par ordonnance la loi des élections et la loi de la presse? — R. Non.

D. A quelle époque précisez-avez-vous pris la résolution de donner votre assentiment aux ordonnances? — R. Peu de jours avant leur date. — D. En consentant à signer les ordonnances vous avez dû comprendre que leur exécution entraînerait des résistances. Ministre de la justice, vous deviez, plus réticent entre vous, occuper des moyens relatifs aux qui pourraient être employés pour vaincre cette résistance. Quel plan avez-

vous conçu à cet égard? — R. Aucun; on ne s'attendait pas à une résistance matérielle, et les ordonnances devaient être exécutées par des moyens administratifs, je n'avais point à y concourir en qualité de ministre de la justice.

D. Parmi les autorités, vous deviez compter les tribunaux; or, vous savez, car vous l'avez écrit à M. de Polignac dès le 9 mai, que les tribunaux ne concourraient jamais, par leurs arrêts, à l'exécution de mesures extra-légales. Quel moyen comptiez-vous donc employer pour les suppléer? — R. La présence et l'autorité des chambres devaient faire promptement cesser la résistance qu'on aurait pu trouver dans quelques corps judiciaires. — D. Les cours prévitales ne vous avaient-elles pas été formellement demandées? — R. Il n'a jamais été question au conseil du rétablissement des cours prévitales; mais j'ignore si quelques fonctionnaires publics en avaient fait la demande, à laquelle, au reste, il ne fut donné aucune suite. — D. Au défaut des cours prévitales ne comptiez-vous pas sur les tribunaux militaires, et n'est-ce pas dans ce but que, dès le 27 au soir, vous avez arrêté, en conseil, de mettre Paris en état de siège? — R. Non. — D. M. de Champagny n'avait-il pas été mandé le 28, aux Tuileries, par M. de Polignac, pour organiser les tribunaux militaires? — R. Je l'ignore. — D. Ne devait-on pas y traduire les quarante-cinq individus contre lesquels des mandats avaient été lancés le 27? — Non.

D. En votre qualité de ministre de la justice, la légalité dans les actes et dans la manière de procéder, devant vous occuper plus qu'aucun autre ministre, avez-vous veillé à ce que les actes extérieurs qui étaient nécessaires pour rendre publique et authentique l'ordonnance de mise en état de siège fussent accomplis? — R. Il n'entrât pas dans l'ordre de mes devoirs de veiller à la publicité de cette ordonnance. Je devais seulement la faire connaître aux tribunaux, et la rapidité des événemens ne m'a pas permis de remplir complètement cette formalité. — D. Avez-vous connaissance qu'il eût été donné au préfet de la Seine et au préfet de police les ordres nécessaires pour que nulle part l'emploi des armes ne fût avoir lieu contre les citoyens avant que les sommations prescrites par la loi eussent été faites? — R. J'ignore ce qui a été fait à cet égard, et n'ai pris aucune part aux opérations militaires. — D. Il résulte de toutes les dépositions recueillies, même de celles des officiers de police judiciaire employés à cette époque, et dans les arrondissemens où les principaux engagemens ont eu lieu, que nulle part cette formalité n'a été remplie, et qu'elle n'avait été ordonnée par personne. Qu'avez-vous à dire pour excuser un pareil oubli? — R. J'ignore quels ordres étaient donnés; ils étaient hors de mes attributions. — D. Lorsque, le jeudi matin, M. de Polignac s'est vu si vivement pressé d'abandonner le ministère et de faire rapporter les ordonnances, lorsque vous sentiez vous-même qu'il n'y avait que ce parti à prendre, lorsque vous vous êtes décidé enfin à aller à St.-Cloud, comment, avant de quitter les Tuileries, ne vous êtes-vous pas prononcé par quelque acte qui fût de nature à faire cesser immédiatement les désastres devant lesquels vous étiez obligé de fuir? — Nous nous rendîmes le 29 au matin à St.-Cloud afin de prendre les ordres du roi à ce sujet.

D. N'est-ce pas encore à l'influence du conseil dont vous faisiez partie, et qui s'est assemblée devant le roi à Saint-Cloud, que doit être attribué le retard apporté à l'exécution de la résolution qui semblait prise dans la matinée, de changer le ministère et de rapporter les ordonnances? — R. Il n'y eut à St.-Cloud qu'une seule délibération, dans laquelle tous les ministres furent d'avis du changement du conseil. — D. Comme ministre de la justice, vous avez dû vous occuper particulièrement de ces incendies, qui, pendant les derniers mois de la durée du ministère dont vous faisiez partie, ont désolé plusieurs cantons de la Normandie, et dont il est difficile de ne pas rattacher l'exécution à celle de quelque plan qui aurait été conçu pour amener en France des perturbations dont on comptait faire son profit dans un but politique quelconque. Avez-vous quelques éclaircissemens à donner sur ce fait si extraordinaire? — R. Il y a une inexactitude fort grave dans les termes mêmes de la question. On y suppose en effet que les incendies ne se sont manifestés dans la Normandie que depuis le mois de mai, tandis que ce fléau ravageait cette province plusieurs mois avant mon entrée au conseil. J'ai pris comme ministre de la justice, toutes les mesures qui me paraissaient propres à arrêter ce déshonneur de crimes et à en découvrir les auteurs; on peut consulter à cet égard ma correspondance avec le procureur-général de Caen. J'ai d'ailleurs concouru à l'envoi sur les lieux du comte de Latour-Foissac, pour prévenir de nouveaux incendies.

DÉPOSITIONS DES TÉMOINS.

Nous rapportons aujourd'hui celles de ces dépositions qui sont les plus importantes. Elles révèlent des détails jusqu'à présent inconnus, et qui seront lus avec le plus vif intérêt.

Dominique-François-Jean ARAGO, âgé de 44 ans, membre de l'Institut, demeurant à l'Observatoire.

Avant de m'expliquer sur les faits dont je suis appelé à déposer, il est nécessaire que je fasse connaître l'origine de mes relations avec M. le duc de Raguse. Lorsqu'il se présenta, en 1816, comme candidat pour une place de membre honoraire à l'Académie des sciences, j'avais sur la part qu'il prit aux événemens de 1814, l'opinion qui, malheureusement pour sa réputation, est si généralement répandue dans le public; et cette opinion me déterminait à m'opposer à son élection. Mais, depuis, ayant eu occasion d'acquiescer une connaissance exacte de cette partie importante de la vie politique du duc de Raguse, par le général Foy, par le colonel Fabvier et par le général prussien Muffling, je reconnus, non pas qu'elle fût à l'abri de toute critique, mais du moins qu'on n'y trouvait aucune trace de ces honteux calculs d'intérêt privé auxquels le peuple, sur des aperçus vagues et sans consistance, a attribué les actes du maréchal. Ce n'est point, au surplus, le lieu d'entrer à ce sujet dans de plus grands développemens; mais je tenais à expliquer comment les principes politiques dont j'ai toujours fait publiquement profession n'avaient pas dû m'empêcher de devenir l'ami du duc de Raguse.

Les jours d'état, dont quelques-uns menaçaient la France dans les premiers jours de juillet, se montraient à lui comme les germes d'une révolution sans issue; il désapprouvait la marche illégale et, par suite, éminemment périlleuse, qu'on paraissait vouloir adopter, dans les termes les plus explicites, je puis même dire les moins mesurés. Le lundi, 26 juillet, jour de la publication des fatales ordonnances, le maréchal vint à l'Institut, et voyant combien la lecture du *Moniteur* m'avait douloureusement affecté, il me dit en propres termes: « Eh bien, vous le voyez, les » insensés, ainsi que je le prévoyais, ont poussé les choses à l'extrême. » Du moins, vous n'aurez à vous affliger que comme citoyen et comme » bon Français; mais combien ne suis-je pas plus à plaindre, moi qui, en » qualité de militaire, serai peut-être obligé de me faire tuer pour des » a tes que j'abhorre et pour des personnes qui, depuis long-temps, sem- » blent s'étudier à m'abreuvr de dégoûts. »

Le mercredi 28 juillet au matin, j'appris qu'en conséquence des mouvemens populaires de la veille, la ville de Paris venait d'être mise en état de siège, et que le maréchal Marmont en était gouverneur. Je sortis aussitôt, afin de m'assurer par moi-même de l'état des choses. Je parcourus un grand nombre de quartiers, et il me sembla voir que l'insurrection était beaucoup plus sérieuse qu'on ne le croyait généralement. Dans plusieurs groupes j'entendis des personnes manifester hautement l'espérance que le duc de Raguse profiterait de cette circonstance pour se réhabiliter. Ce mot, quoique je n'y attachasse pas, sans doute, le même sens que quelques uns des orateurs de la bouche desquels il était sorti, fut pour moi un trait de lumière; il me convainquit que je devais sans retard me rendre chez le maréchal, soit comme citoyen, soit comme ami, et essayer de lui persuader que son honneur, même en donnant à ce terme toute l'extension qu'il a dans l'esprit des militaires, ne pouvait pas obliger à se battre contre un peuple en état de légitime défense, contre des Français à qui on venait enlever un état politique qu'ils avaient acquis au prix de vingt années de guerre. Le succès que j'attendais de ma démarche ne m'échappa pas; toutefois sur les dangers dont elle était entourée. Il me paraissait pas très difficile de pénétrer jusqu'à l'état-major; mais on pouvait être vu; mais on pouvait être signalé au peuple comme un emissaire de l'autorité qui alors le faisait mitrailler, et périr soi-même sous ses coups, comme un infâme espion, sans pouvoir se justifier.

Toutes ces craintes s'évanouirent à mes yeux vers une heure et demie de l'après-midi, lorsque j'eus reçu, d'une personne qui, ainsi que moi, avait désiré concilier les intérêts du pays et ceux de notre malheureux » maréchal, une lettre dans laquelle on me faisait espérer que ma visite aux » Tuileries ne serait pas sans résultat. Je partis sur le champ, accompagné de mon fils, et j'arrivai au château sur les deux heures du soir. Les

aides-de-camp du maréchal applaurent avec empressement tous les obstacles qui, dans de telles circonstances, m'auraient peut-être empêché de pénétrer jusqu'à lui; leurs sentimens et les miens étaient trop d'accord pour qu'ils ne fussent pas de voir arriver avec plaisir. Le maréchal me reçut dans le salon qui donne sur la place du Carrousel, j'entrai tout de suite en matière; je lui parlai, tant en mon propre nom qu'au nom de mes meilleurs amis; j'essayai de lui faire reconnaître que le principe de l'obéissance passive ne pouvait pas concerner un maréchal de France, surtout en temps de révolution; j'insistai sur le droit incontestable qu'avait le peuple de Paris, de recourir à la force, quand l'autorité employait, pour le dépouiller, des moyens dont rien ne saurait légitimer l'emploi. Je proposai enfin, comme conséquence, au duc de Raguse, d'aller sans retard à Saint-Cloud, de déclarer au Roi qu'il lui était impossible de conserver le commandement des troupes, à moins qu'on ne retirât les ordonnances, et que le ministère ne fût renvoyé. Cette double mesure me paraissait devoir mettre fin au combat; car, à deux heures, le mercredi, on était dans un de ces courts instans où, pendant les troubles civils, chaque parti peut croire gagner beaucoup, tout en faisant de larges concessions au parti contraire.

Le maréchal me laissa développer ma pensée, mais j'aperçus dans toute sa personne un malaise évident. Ses opinions au fond n'étaient pas changées, les actes du lundi ne lui paraissaient pas moins criminels, la démarche que je lui conseillais lui semblait juste; seulement, par un sentiment indéfinissable, puisé dans les habitudes militaires, il ne croyait pas que le moment de la faire fût encore arrivé. Un maréchal de France, un vieux soldat, ne devait pas, selon lui, proposer de concessions, tant que les chances du combat étaient incertaines. J'essayai de lui prouver de mon mieux que, s'il était victorieux le lendemain, l'autorité ministérielle serait redevenue toute puissante, qu'il n'aurait plus de crédit, que sa démarche alors ne porterait aucun fruit, lorsqu'on annonça l'arrivée de MM. Lafitte, Gérard, de Lobau, Casimir Périer et Mauguin.

Je passai aussitôt, avec tous les officiers qui remplissaient alors le salon du maréchal, dans la salle de billard. C'est là qu'on m'apprit que les ministres occupaient, au même étage, un salon contigu, dont les fenêtres donnaient sur la rue de Rivoli; quatre d'entre eux (MM. de Polignac, d'Haussez, de Guernon Ranville et Montbel), que je ne connaissais pas même de vue, vinrent s'y promener successivement. Un des aides-de-camp du maréchal, M. de la Rue, me les montra. Bientôt les députés s'en allèrent: ils étaient presque au bas de l'escalier, lorsqu'on les invita à remonter, en leur annonçant, au cas que M. de Polignac consentait à les recevoir, mais il s'était à peine écoulé une minute, quand on vint les avertir sèchement qu'ils pouvaient se retirer. L'un d'entre eux en témoigna sa surprise par une exclamation, dont la plupart des assistants comprirent toute l'étendue. M. Mauguin, avec qui j'avais lié conversation, pendant qu'il attendait dans la salle de billard, se louait beaucoup des manières du maréchal, tout en regrettant que certaines influences l'empêchassent de s'abandonner sans réserve à ses propres sentimens.

Après le départ des députés, j'espérais reprendre ma conversation avec le duc de Raguse, mais tout son temps était employé à écouter les officiers d'état-major qui apportaient incessamment, des divers quartiers de Paris, des nouvelles plus ou moins décisives. Le colonel de la gendarmerie, M. de Foucauld, arriva à son tour, et resta en conférence avec le maréchal pendant plus d'une demi-heure. Avant de me retirer, j'invitai M. l'aide-de-camp de la Rue à vouloir bien dire au maréchal que je reviendrais le lendemain pour renouveler mes sollicitations, s'il en était temps encore, c'est-à-dire si la troupe de ligne n'avait pas pris parti pour le peuple. L'impression que cette phrase produisit me montra qu'on ne craignait encore rien de pareil. Je m'expliquai davantage; je citai divers quartiers où j'avais vu, vers midi, des groupes de soldats assez nombreux fraterniser avec les citoyens armés. M. de la Rue crut que cette nouvelle inattendue faisait quelque impression sur l'esprit de M. de Polignac. Il me pressa vivement de la lui communiquer; je ne crus pas devoir céder à ses sollicitations, parce qu'ayant indiqué moi-même le renvoi immédiat des ministres comme une mesure sans laquelle tout arrangement serait impossible, il m'était difficile d'avoir des rapports directs avec eux; je voulais d'ailleurs me réserver le droit de dire hautement, en cas de besoin, que si j'avais vu les ministres; que si, contre mon gré, je m'étais trouvé avec eux dans la même maison, je ne leur avais pas du moins adressé une seule parole. Alors M. de la Rue, avec mon assentiment, alla, dans le salon voisin, transmettre ma nouvelle au maréchal; celui-ci s'empressa d'en faire part à M. de Polignac; mais elle fut loin de produire l'effet qu'on attendait, car M. de la Rue, en revenant, s'écria avec l'accent de la plus profonde douleur: « Nous sommes perdus! notre premier ministre n'enlend pas même le français! Quand le maréchal lui a dit, en vous citant, que la troupe passait du côté du peuple il a répondu: « Eh bien! il faut aussi tirer sur la troupe! » A partir de ce moment, il fut évident pour moi que malgré l'état de siège, le maréchal ne commandait que de nom, et je me retirai. Il était alors plus de quatre heures.

LETTRE DU DUC DE RAGUSE AU ROI.

Mercrèdi, à 9 heures du matin.

« J'ai déjà eu l'honneur de rendre hier compte à V. M. de la dispersion des groupés qui ont troublé la tranquillité de Paris. Ce matin, ils se reforment plus nombreux et plus menaçans encore. Ce n'est plus une émeute, c'est une révolution. Il est urgent que V. M. prenne des moyens de pacification. L'honneur de la couronne peut encore être sauvé; demain, peut-être, il ne serait plus temps. Je prends pour la journée d'aujourd'hui les mêmes mesures que pour celle d'hier. Les troupes seront prêtes à midi; mais j'attends avec impatience les ordres de Votre Majesté. »

« Trois heures et demie.

« J'ai mis en mouvement mes différentes colonnes à l'heure indiquée. Le général *** est arrivé à la place de Grève. J'ai ma communication assurée avec lui par un bataillon qui occupe le débouché du Pont-Neuf. Le général *** marche par les boulevards pour s'établir sur la place de la Bastille. Le général *** parti de la place Vendôme, occupe avec ses troupes la place des Victoires. Malgré tout cela, tout l'espace entre lui et moi est rempli de groupes insurgés, et nous ne pouvons communiquer que par la place Vendôme.

« Le général *** est arrivé au marché des Innocens; mais, après avoir tourné et détruit plusieurs barricades, et s'être foulé dans la rue Saint-Denis tout ce qui s'opposait à sa marche, de nouveaux groupes se sont reformés derrière lui, et je ne puis avoir de ses nouvelles que par des officiers déguisés.

« Dans la marche des troupes, partout les groupes se sont dispersés à leur approche; mais, dans presque toutes les rues, des coups de fusil sont partis des fenêtres de toutes les maisons, les troupes assaillies ont riposté, et leur marche partout n'a été qu'un combat.

« Les troupes ne sauraient courir le risque d'être forcées d'évacuer leurs positions; mais je ne dois pas vous cacher que la situation des choses devient de plus en plus grave.

« A l'instant où j'allais fermer ma lettre, se sont présentés chez moi M. M. Casimir Périer, Lafitte, Mauguin, le général Gérard et le général Lobau. Ils m'ont dit qu'ils venaient me demander de faire cesser le feu. Je leur ai répondu que je leur faisais la même prière, mais ils mettent pour condition à leur coopération la promesse du rapport des ordonnances. Je leur ai répondu que, n'ayant aucun pouvoir politique, je ne pouvais prendre aucun engagement à cet égard. Après une assez longue conversation, ils se sont bornés à me demander de rendre compte de leur démarche à V. M.

« Je pense qu'il est urgent que V. M. profite sans retard des ouvertures qui lui sont faites. »

Charles-Louis HUGUET, marquis de SEMONVILLE, grand-secrétaire de la chambre des pairs, âgé de 71 ans, demeurant au palais du Luxembourg.

Je n'ai eu connaissance que par le *Moniteur* des ordonnances du 25 juillet. Ce même dimanche, l'aspect de la cour, et surtout l'espèce d'affliction de tous les ministres d'éviter, avant le conseil, tout rapprochement avec moi dans le cabinet du roi, m'avaient donné quelques inquiétudes du genre de celles qui circulaient dans Paris la semaine précédente; mais l'envoi récent de lettres de convocation aux pairs, celui fait la surveillance aux députés, me persuadaient qu'il ne s'agissait que d'une délibération sur le langage que tiendrait le roi à l'ouverture des chambres. Le lundi, effrayé, comme tous les citoyens, des résultats d'un acte aussi attentatoire à nos institutions, j'ai cherché à connaître l'opinion de mes collègues et dans l'espérance d'en voir un plus grand nombre, je suis resté chez moi toute la journée, persuadé que les pairs viendraient prendre des renseignements au Luxembourg. Le jour suivant, vers la fin de la matinée, lorsque

j'ai reconnu que les mouvemens partiels prenaient un caractère sérieux, je me suis occupé de m'assurer du nombre et du nom de tous ceux de mes collègues qui étaient à Paris. Le nombre pouvait s'élever à quinze ou dix-huit, en comprenant ceux qui étaient de service à Saint-Cloud. Presque tous attendaient dans leurs terres, que plus de quatre-vingt dix d'entre nous possèdent dans un rayon de quarante lieues, le jour fixé pour l'ouverture des chambres. Ceux des provinces plus éloignées étaient sur les routes; M. le chancelier lui-même était à la campagne. La matinée du mercredi s'est écoulée à déplorer cette dissémination de la pairie dans des circonstances qui s'aggravaient à chaque heure. De moment en moment les communications dans Paris devenaient plus difficiles. Je n'avais plus songé à une réunion composée de si peu de membres. Réduit à mes propres forces, je pris la résolution, aussitôt que le jour paraîtrait le lendemain, d'essayer de porter quelque remède au malheur de la capitale et de la France. J'hésitais entre le désir de me rendre à St-Cloud, et celui de joindre le président du conseil, lorsque, informé qu'il avait passé la nuit avec ses collègues à l'état-major, je ne balançai plus à m'y rendre.

Je sortis du Luxembourg avec M. d'Argout, mon voisin, qui s'y était rendu, animé par les mêmes sentimens. De nombreux et dangereux obstacles nous séparaient de l'état-major. L'amitié courtoise de M. d'Argout se dévoua à protéger mes démarches, et de ce moment nous ne nous quittâmes plus. Les forces parisiennes s'approchaient déjà du Pont-Neuf; elles attaquaient le dépôt de Saint-Thomas d'Aquin; la rue St-Honoré était en partie occupée. Parvenu, après beaucoup de détours, à l'état-major, vers sept heures et demie, je trouvai le maréchal de Raguse, à qui je demandai de faire sortir M. de Polignac du conseil. Le maréchal s'efforça de remplir cet office, et alla chercher M. de Polignac. Celui-ci parut immédiatement, m'aborda avec les formes d'une politesse calme et froide: elles sont brusquement interrompues par une vive interpellation de ma part. Une altercation profonde se prononce entre celui qui vient demander au nom de son corps, le salut public, la cessation des hostilités, la révocation des ordonnances, la retraite des ministres, et celui qui essaye encore de prendre la défense des circonstances déplorables dont il est le témoin ou l'auteur.

L'élévation des voix appelle dans le salon du maréchal, d'une part les officiers généraux et aides-de-camp qui étaient dans la première pièce; de l'autre, les ministres restés dans la salle du conseil. Une discussion nouvelle s'engage, pendant laquelle on invite les généraux à se retirer. D'un côté, M. d'Argout, le maréchal, dont le désespoir était visible, et qui m'appuyait de tous ses forces, M. de Girardin (Alexandre), resté après le départ des généraux; et, de l'autre, les ministres, dont l'attitude et les traits, plus encore que les discours réservés, témoignaient de leur affliction et de l'existence d'un pouvoir supérieur au leur. M. de Polignac soutenait presque seule cette lutte inégale. « Pendant cet intervalle, je réclamai de l'autorité de M. de Glandèves, gouverneur du clergé, des moyens immédiats de transport à Saint-Cloud. Une chaise de poste fut commandée; une autre l'avait été précédemment pour M. de Polignac. » Le reste du temps que nous laissait la délibération des ministres fut employé à supplier le maréchal de mettre fin lui-même à cette horrible tragédie. Nous osâmes aller jusqu'à lui demander de retenir les ministres sous la garde du gouverneur, qui, par un mouvement généreux, consentait à consacrer son épée à cet usage. M. d'Argout s'engageait à s'exposer au danger d'arrêter les mouvemens de Paris en portant au milieu du peuple cette nouvelle.

Dans l'exécution de cette révolution extrême, qui pouvait encore sauver la dynastie, le maréchal et moi nous portions nos têtes à Saint-Cloud, et les offrons pour gages de nos intentions. Le maréchal, ému jusqu'à réprimer des larmes de rage et d'indignation, balançait entre ses devoirs militaires et ses sentimens. Son agitation était presque convulsive; nous l'avons vu deux fois se refuser avec véhémence aux ordres que des officiers venaient lui demander de tirer le canon à mitraille pour repousser des attaques vers la rue Saint-Nicolas. Enfin, il semblait céder à nos instances, et j'ai lieu de croire que sa résolution n'était plus douteuse, lorsque M. de Peyronnet sortit le premier du cabinet, s'élança derrière moi vers la fenêtre ouverte, où j'étais appuyé avec le maréchal et M. d'Argout: « Quel vous n'êtes point parti! » Ce peu de mots avait une grande signification, après les desirs exprimés par M. de Polignac, que nous n'allions pas à Saint-Cloud. Au même moment, le maréchal se précipite vers une table, écrit à la hâte quelques lignes très-pressantes au roi, les remet à M. Girardin, qui les porte. Les pairs courent à leur voiture; la première qu'ils rencontrent est celle destinée à M. de Polignac: ils s'en emparent, reçoivent dehors, sur le pavé, les effets qui attendaient le ministre, et traversent les Tuileries.

Ici il m'a été impossible, ainsi qu'à M. d'Argout, de me rendre compte de la circonstance suivante. Dans la rapidité de notre marche au milieu de la grande allée, nous passons auprès d'un homme à pied, au risque de le blesser; cet homme est M. de Peyronnet. Il nous crie deux fois: *Allez vite! allez vite!* en montrant d'une main Saint-Cloud, et de l'autre la voiture qui nous suivait. L'invention était inutile: les chevaux étaient lancés au grand galop; ils les conservèrent leur avance jusqu'à la cour de Saint-Cloud, où les voitures entrèrent presque en même temps. Descendus les premiers, nous fûmes entourés par une foule de gardes et de bourgeois qui obstruaient le perron: il nous fut donc difficile de barrer le passage aux ministres, et particulièrement à M. de Polignac, que les précédais. Je lui déclarai à haute voix que je n'étais pas venu pour réclamer un honneur que je voulais bien encore lui laisser, qu'il leur resterait un devoir à remplir, celui d'éclairer le roi, d'apposer leurs signatures à la révocation des ordonnances, et de se retirer. J'ajoutai que j'allais attendre le résultat du conseil chez M. de Luxembourg; que les momens étaient pressés, et que, s'ils trahissaient nos espérances, rien ne m'empêcherait de pénétrer jusqu'au roi.

Après cette allocution, le passage fut ouvert à M. de Polignac, qui ne répondit rien, et à ses collègues. M. de Peyronnet marchait le dernier. Passant près de moi, il me serra la main, sans mot dire, avec une extraordinaire énergie. J'ignore ce que devinrent les ministres; mais à peine étions nous chez M. de Luxembourg, que j'insistai persennages de la cour quittèrent le déjeuner pour s'y rendre. Presque au même moment un huissier de la chambre vint m'appeler; M. de Polignac m'attendait à la porte du cabinet du roi. Étonné de cette précipitation, je lui fis observer que le conseil n'avait eu le temps ni de délibérer ni même de s'assembler. M. de Polignac répondit froidement: « Vous savez Monsieur, quel devoir vous croyez remplir en venant ici dans les circonstances présentes. J'ai informé le roi que vous étiez là; vous m'avez cédé: c'est à vous d'entrer le perron. »

Il n'est ni dans mes devoirs de témoin, ni dans les convenances de rendre compte d'un long et douloureux entretien dans lequel je le déclare, en exposant le tableau trop fidèle de tant de malheurs et leur résultat immédiat, le nom d'un ministre n'a jamais été prononcé une seule fois, ni son intervention indiquée. Mes instances, mes supplications, mes déplorables prières ont donné à cette scène un caractère de vivacité qui a jeté une sorte d'alarme parmi les personnages les plus considérables, gardiens de l'appartement du roi. La porte fut ouverte, je crois, à deux reprises, par M. le duc de Duras; il a pu juger que je m'étais dévoué tout entier pour déterminer une résolution dont les retards ont eu de si terribles effets. Tels sont les uniques relations que j'ai eues avec les ministres au sujet des ordonnances.

Je n'ai cependant une dernière conversation avec M. de Polignac sur la terrasse, sous le pont du Triomphal, durant les longues hésitations des conseils qui se sont succédés pendant cette mémorable journée. M. de Polignac, rencontré par moi, m'aborda avec les signes d'une agitation très-visible. La retraite des ministres était décidée, ainsi que le rappel des ordonnances; mais M. le duc de Duras s'était absenté, et on attendait son retour pour signer la nomination de M. de M. et de l'autre nouveau ministre. MM. Gérard et Casimir Périer. Ces malheurs sont votre faute, me dit M. de Polignac. A la vive interpellation qui suit ces paroles imprudentes, M. de Polignac ajoute: « Ne vous ai-je pas parlé depuis six mois sur ce qu'on pouvait faire de la chambre des pairs? — Que vous i je con tamment répondu? qu'elle resterait dans la ligne constitutionnelle, sans jamais s'occuper de persennages. Une fois, je me le suis toujours rappelé, vous m'avez demandé si, dans une circonstance donnée, la chambre des pairs se déterminerait jamais à amender un budget. Je vous ai répondu: vous me faites de telles questions, dont l'une est avouée et l'autre cachée, je vais répondre à l'une et à l'autre. Oui, dans une circonstance très-grave, la chambre se déterminerait à amender ou refuser un budget; par exemple, si une loi était évidemment introduite par une discussion de finances; mais si vous entendez, comme je suis sûr que telle est votre pensée, que le

chambre vous donne un centime, un homme ou une loi quelconque sans la chambre des députés, vous pouvez nommer 150 pairs, et votre nomination sera vaine. La chambre ne se suicidera pas. Son acte serait nul en droit et en fait, puisque la loi à la main, on refuserait de lui obéir. Vous n'obtiendrez pas plus cela d'elle que vous n'obtiendrez d'un notaire de Paris d'aller passer un acte à Londres. » — Je n'ai revu les ministres qu'à Vincennes, en présence de la commission d'instruction.

ÉTATS-UNIS.

NEW-YORK.

Plusieurs numéros des journaux français que nous recevons par l'Angleterre ne nous étant pas parvenus, nous nous trouvons dans la nécessité d'insérer dans le *Courrier des États-Unis* l'interrogatoire de M. de Chantelauze avant celui de MM. Polignac et Peyronnet. Nous y avons joint les dépositions pleines d'intérêt de MM. Arago et de Semonville.

Des nouvelles de Londres jusqu'à la date du 8 décembre inclusivement, plus récentes d'un jour que celles arrivées directement à New-York, ont été reçues à Boston par le paquebot anglais *Lady Ogle*, venant d'Halifax. Nous ajoutons peu de foi à la nouvelle de l'occupation des forteresses de la Belgique par des garnisons étrangères. Ce serait une déclaration de guerre. La France s'est formellement prononcée à cet égard.

— Les troubles et le désordre continuent en Angleterre.

— Il est question, assure-t-on, d'une alliance offensive et défensive entre la France et la Grande-Bretagne.

— En vertu d'une convention arrêtée à Londres, la citadelle d'Anvers restera au pouvoir des troupes hollandaises. Elles occuperont également Maestricht et Venloo. Les troupes des puissances alliées composeront les garnisons des forteresses dans le nord de la Belgique.

— On prétend qu'Anvers sera occupé par des troupes anglaises.

— Londres, 8 décembre. — On fait circuler des bruits fâcheux sur la situation du pays, et entr'autres des rapports alarmants concernant Manchester.

— 8 au soir. — Les avis reçus dans le jour de Paris, sont d'une haute importance, si nous devons croire aux déclarations faites à la tribune par les ministres de la guerre, et des affaires étrangères; l'un et l'autre donnent à la nation française l'assurance à peu près positive que la paix du Continent ne sera pas interrompue.

Les consolidés qui n'étaient hier qu'à 82 $\frac{1}{2}$ à 3, ont monté après la réception de cette nouvelle à 83 $\frac{1}{2}$; à une heure et demie ils étaient revenus à 82 $\frac{1}{2}$; et à 3 heures le cours a été de 83.

Le commandant des forces navales hollandaises devant Anvers a permis, le 3 décembre, aux bâtimens de commerce retenus dans le bassin de mettre à la mer.

Dans la séance de la chambre des députés du 6 décembre, M. Madiet de Montjau a combattu la proposition relative à la levée de 80,000 hommes, et a demandé qu'elle fut portée à 120,000.

Le maréchal Soult, ministre de la guerre, a répondu que cette augmentation n'était point nécessaire. Le gouvernement, a-t-il ajouté, a tous les moyens requis pour mettre l'armée sur le pied de défense le plus formidable, mais il est persuadé qu'il n'y aura point de guerre. Cependant, toutes les mesures sont prises pour assurer le succès si elle avait lieu. Je le rééte, continue le ministre, l'augmentation demandée n'est pas nécessaire. Les thousisme est tel dans les départements, qu'au besoin ils fourniraient au delà de 40,000 hommes par des engagements volontaires. A peine signalerait-on un conscrit qui n'ait pas montré l'empressement le plus vif à joindre son régiment.

M. Audry de Puyraveau a fait un discours sur la nécessité de placer les gardes nationaux, qui sont les défenseurs naturels de la liberté, sur un pied plus respectable. Il approuve toutefois les mesures du gouvernement, mais il déclare qu'on ne peut se fier aux promesses des puissances étrangères, et quant à l'Angleterre, elle est, dit-il, intéressée à la guerre. (Vif mouvement d'improbation de toutes les parties de la salle.)

Le général Richebourg monte ensuite à la tribune et fait lecture d'un long mémoire qu'on ne peut entendre attendu la faiblesse de sa voix. Les députés placés aux deux extrémités de la salle se portent au pied de la tribune, et prêtent la plus grande attention au discours de l'orateur. D'après le rapport qui nous a été fait, il a recommandé l'occupation immédiate de la Belgique par les armées françaises. Je supplie la France d'être de ne pas se livrer avec une aussi grande confiance, aux professions amicales de l'Angleterre. Qu'on se rappelle sa conduite envers le Danemark, lorsqu'en pleine paix, elle détruisit la flotte danoise, sous prétexte que cette nation voulait s'armer contre elle. L'Angleterre ne connaît que cette nation qui son intérêt personnel. Invariablement, dans toutes les circonstances, elle a traversé la France dans ses projets, et c'est à notre crédulité et à nos malheurs qu'elle est redevable de sa grandeur et de sa prospérité. Elle nous permet d'entreprendre des expéditions dans un but généreux et de cueillir des lauriers dans des régions lointaines; mais ce sont là les seules preuves que nous ayons de sa bienveillance. Depuis la bataille de Hastings jusqu'à celle de Waterloo, la politique de la Grande-Bretagne a toujours été la même. Ne nous laissons pas aveugler par la sympathie du peuple anglais pour notre révolution, il l'approuve, il l'admire parce qu'il gémit lui-même sous le poids d'énormes abus, que depuis 40 ans il a fait de vains efforts pour extirper. Quelque soit le parti en possession de l'autorité, *whig ou tory*, il est guidé par les mêmes principes envers nous. Ils voudront toujours nous se relever dans nos limites actuelles. Toujours ils s'opposeront à notre agrandissement. Rappelez-vous la révolution de 1789. La nation anglaise y applaudit; et cependant elle nous a fait une guerre d'extermination. En 1800, sentant le besoin d'un armistice elle signa le traité de paix d'Amiens; et lorsqu'elle vit notre commerce engagé dans des opérations lointaines, lorsque notre expédition à St-Domingue nous eût mis en son pouvoir, elle nous fit la guerre de nouveau. L'Angleterre ne consentira jamais à ce que la France occupe la Belgique, elle sacrifierait volontiers l'Irlande, pour voir combler le port d'Anvers. Les barrières de ses finances, est la seule cause qui l'empêche aujourd'hui de se déclarer contre nous. Elle a réussi à obtenir que nous repoussions les offres d'une nation de frères qui veut se réunir à la France. L'Angleterre nous fera la guerre lorsque les circonstances la lui rendront plus facile, lorsque la guerre sera tout à fait dans ses convenances, etc. (Cette dernière partie du discours de l'honorable général a été interrompue par de vives murmures aux deux centres.)

Le général Sébastiani, ministre des affaires étrangères, succède au général Richebourg. Les aimemens qui ont eu lieu dans le Nord, dit-il, étaient la conséquence d'une erreur, et non pas une indication de vues hostiles. L'erreur de Russie, trompé sur notre révolution, a supposé que le gouvernement français, loin d'être libre, était dominé par une faction. Depuis que la vérité lui a été révélée, nous avons reçu de ce mouarque les assurances les plus positives de son désir de conserver la paix. Le général Sébastiani déclare encore, que l'Angleterre ne se laissera plus entraîner par le sentiment de cette vieille haine qui l'animait contre la France. Elle a été la première à rendre hommage à notre modération, et à se réjouir de l'accroissement de notre pouvoir.

Je répe, ajoute-t-il, qu'il nous reste l'espérance la mieux fondée de conserver la paix.

La loi sur le recrutement des 80,000 hommes a été votée par la chambre. — BRUNSWICK. — Le duc William dirige en son nom le gouvernement du duché, et les cours de Londres, de Vienne et de Berlin y ont donné leur consentement.

— Goethe était dangereusement malade à Weymar le 27 novembre.

STATISTIQUE ÉTRANGÈRE.

Tableau de l'effectif de l'armée d'Espagne. — La maison du roi et la garde royale forment ensemble 15,000 hommes d'infanterie et 3,000 de cavalerie. L'état-major général se compose de dix capitaines-généraux, dont le plus ancien est le célèbre Castanos; 77 lieutenants-généraux, 122 majors généraux et 350 généraux-brigadiers; le tiers seulement de ces généraux est en activité de service. L'infanterie de ligne comprend 10 régiments de trois bataillons chaque, un régiment de Suisses et un régiment de condamnés de Ceuta; l'infanterie légère, 7 régiments de deux bataillons chaque; la cavalerie, 13 régiments, dont 5 de grosse cavalerie et 8 de cavalerie légère, mais qui ne comptent guère que 250 hommes chaque. Six bataillons d'artillerie à pied, 4 escadrons d'artillerie à cheval, 5 compagnies d'ouvriers, 5 bataillons du train, 3 brigades et 15 compagnies de garnison. Il y a aussi un régiment de sapeurs et de mineurs, fort de deux bataillons, composé chacun de 8 compagnies, savoir 6 de sapeurs, 1 de mineurs, et 1 de pontonniers. Il faut ajouter 6 régiments d'infanterie, recrutés parmi les malfaiteurs, et tenus dans les garnisons, une compagnie de carabiniers en Andalousie, un corps d'escuadras fort de 250 hommes, formant une espèce de garde de police à cheval, et 42 compagnies d'invalides. Telle est la totalité des forces servant en Espagne même, et dont l'effectif est de 75,000 hommes. Le service aux Indes-Occidentales et aux Philippines se compose de troupes spéciales.

— **Prisons d'Angleterre.** — D'après un document officiel publié en Angleterre, le prix de l'entretien des condamnés à bord des pontons, déduction faite du prix de leur travail, s'est élevé, pendant les sept dernières années, au taux moyen de 86 fr. 85 c. par an pour chacun d'eux; le transport des condamnés jusqu'à la Nouvelle-Galles méridionale, coûte 630 à 857 fr. Il y aurait donc une économie à les garder sur les pontons, et d'ailleurs, la plupart d'entre eux sont loin de considérer la transportation comme une peine.

MARINE. — *Origine et progrès de l'art de construire des vaisseaux en Angleterre.* — L'origine de l'architecture navale est très obscure; les anciens ne la connaissent assurément que d'une manière très imparfaite, et il est probable qu'à l'exemple d'une foule d'autres découvertes, elle n'est que le résultat d'un heureux hasard. Des raisons nombreuses et plausibles portent à penser que c'est aux conquérans northmans que l'Angleterre est redevable de l'art de construire les vaisseaux et de la science nautique, car tous les termes et tous les noms qu'elle emploie pour désigner les objets d'équipement et les diverses manœuvres sont d'origine septentrionale, par exemple, *harboard, oars, rudder*.

Les rois Alfred, Edouard, Athelstan et Edgard vouèrent une attention particulière à la marine anglaise, qui, de leur temps, ne consistait qu'en un certain nombre de lougres, de galères et de barques. Les galères d'Alfred avaient six bancs de rameurs, et la flotte d'Edgard se composait de trois à quatre cent vaisseaux, grands et petits.

Les cinq ports de l'Angleterre furent fondés par Guillaume I, qui leur accorda certains privilèges, sous condition expresse de fournir toutes les fois qu'il en serait besoin, 52 vaisseaux, pour être montés par 24 hommes chacun, et employés pendant quinze jours au service du roi, sans frais pour la couronne.

La découverte de la boussole et de la poudre à canon fut le signal d'une ère nouvelle dans l'histoire de l'architecture navale et de l'art nautique, et dès ce moment aussi les Anglais perfectionnèrent la forme de leurs vaisseaux, et firent des progrès remarquables dans la navigation. Le vaisseau : le *Grand Henry*, construit sous Henry IV, est le premier qui ait été exclusivement affecté au service de l'état. C'était un vaisseau de deux ponts; il avait coûté 1400 liv. sterl.; cinquante ans plus tard il devint la proie des flammes à Woolwich. Sous le règne suivant furent construits encore d'autres vaisseaux destinés à la marine royale. A cette époque (1509 à 1547), les vaisseaux étaient d'une largeur démesurée, et leur batterie basse était trop près de la surface de l'eau. Les vices de construction occasionnèrent la perte de plusieurs bâtimens : on chercha donc à y remédier.

Par les soins qu'elle prit de la marine, la reine Elisabeth (1558 à 1603) mérita le titre de souveraine des mers et de restauratrice de la puissance maritime de l'Angleterre. Sous son règne, on mit en usage les brûlots, et on s'en servit avec succès contre l'armée espagnole. Les vaisseaux de guerre furent ensuite divisés en sept classes, sur la proposition de sir Robert Dudley, et construits de manière à tirer très peu d'eau. La longueur des vaisseaux de la première classe, appelés galleons, avait quatre fois leur largeur.

Pendant le 16^e siècle, la poupe des vaisseaux les plus grands était de forme carrée, non-seulement au-dessus, mais aussi quelques pieds au-dessous du plan de flottaison. Elle était surchargée d'ornemens de tous genres, et pouvait recevoir quatre canons de gros calibre. A cette époque, les vaisseaux n'avaient encore ni galeries, ni balcons, ni espace libre sur la poupe.

Jacques I^{er} s'occupa beaucoup de sa marine. En 1610, il fit construire le vaisseau le *Prince*, portant 1,400 tonneaux, et armé de 64 canons, la quille de ce bâtiment avait 114 pieds anglais de long, et sa largeur était de 44 pieds. C'est le plus grand vaisseau qui ait jamais été construit en Angleterre. Sous le règne de ce prince, la marine royale s'enrichit de dix vaisseaux. En 1637, Charles I^{er} fit construire un vaisseau plus grand qu'aucun de ceux qui existaient à cette époque : ce navire reçut le nom de *Souverain des mers*, il avait trois ponts, c'était une nouveauté dans la marine anglaise : il pouvait recevoir 1600 tonneaux et 64 canons. La longueur de sa quille était de 128 pieds; il avait 48 pieds de large, et prise de la quille jusqu'au sommet du fanal de la poupe, sa hauteur était de 76 pieds. On dit que Charles I ajouta dix voiles à la marine royale, qui, au commencement de la guerre civile, était composée de 81 vaisseaux.

Le *Constant Warwick* est la première frégate que l'on ait construite en Angleterre sur le modèle d'une frégate

française, en 1642; et le *Marry* fut le premier yacht que l'on vit dans ce pays : les Hollandais en avaient fait présent à Charles II en 1660.

En 1653, la flotte anglaise était composée de 204 vaisseaux de diverses grandeurs, et montée par 35,000 marins. Ce fut à cette époque que l'amiral Blake enseigna aux gens de mer à ne point redouter les batteries de côte; il avait découvert qu'elles ne faisaient qu'un vain bruit, et ne pouvaient atteindre ceux qu'elles effrayaient.

L'usage de doubler les vaisseaux en plomb, qui avait prévalu quelque temps dans la marine marchande, fut adopté en 1673 pour les vaisseaux de guerre. La première expérience fut faite sur le *Harwich* et le *Kingfisher*, et peu de temps après d'autres bâtimens furent doublés de la même manière, mais sir John Marlborough et d'autres officiers de la marine s'étant plaints des inconvéniens qu'entraînait ce nouveau procédé, on y renonça. La marine royale d'Angleterre, qui, dans les premiers temps de Charles II, ne s'élevait qu'à 130 voiles, fut portée à 175 sous le règne de Jacques II (1685 à 1688).

Ce ne fut que vers la fin du 17^e siècle que la théorie de la mécanique fut appliquée à la construction et à la manœuvre des vaisseaux. Dans un ouvrage publié à Lyon en 1696 par Paul Hoste, et intitulé : *Théorie de la construction des vaisseaux*, Robert Seppings a introduit de grands perfectionnemens dans l'art de construire les navires : ils sont aujourd'hui compris et appréciés comme ils le méritent. Son principal objet a été d'empêcher qu'on ne fit subir à la forme des vaisseaux un changement par lequel un côté du bâtiment eût été séparé de l'autre. Il s'est aussi opposé à ce que la poupe et la proue fussent plus basses que le milieu du bâtiment, et par une nouvelle combinaison des différentes parties qui entrent dans la structure d'un vaisseau, il est parvenu à mettre en usage un bois de construction moins difficile à obtenir et par conséquent moins coûteux. Il a, en outre, substitué le système diagonal au système des arcades, et cela en se servant du triangle au lieu du rectangle. La société royale de Londres lui a décerné une médaille pour le récompenser de ses services.

Le nombre des navires anglais employés en 1828 était de 23,356, ce qui fait une augmentation de près de 7,000 par comparaison avec 1814. Le nombre des matelots employés en 1828 était de 181,000 et en 1814 il n'était que de 114,000. En 1828, on employa plus d'hommes et l'on construisit plus de navires qu'à aucune période précédente de l'histoire d'Angleterre.

ARCHÉOLOGIE.

Établissement d'un musée ethnographique à Saint-Petersbourg. — Les insulaires de l'océan pacifique font des progrès beaucoup plus rapides dans la civilisation que les habitants de l'intérieur des grands continents. Les baleiniers anglais et américains, qui, dans leurs courses vers ces parages, fréquentent la plupart de ces îles, y apportent l'art et l'industrie européenne. On peut presque déterminer l'époque où les produits de l'ancienne industrie des indigènes ne seront plus que des antiquités rares et curieuses; même à présent, il est presque impossible de se procurer aux îles de Sandwich, les objets qui étaient en usage à l'époque de leur découverte, il y a environ cinquante ans. On paye à cette heure 500 piastres fortes, ou 2,715 francs, différentes parties d'habillement de ces insulaires, et encore ne les trouve-t-on qu'avec peine. Et la préférence de ces insulaires pour les produits de nos manufactures empêche l'esprit d'invention de se développer parmi eux. Il serait donc important pour l'histoire de l'humanité en général, et pour celle des insulaires de l'océan pacifique en particulier, de recueillir tout ce qui a rapport à leur genre d'existence. Dans cette intention, M. Mertens, membre de l'académie des sciences à Saint-Petersbourg, s'est efforcé, pendant son voyage autour du monde, de rassembler le plus grand nombre possible d'objets en usage dans ces pays, et il est parvenu à former une collection assez complète et très intéressante. M. Mertens a offert cette collection précieuse à l'académie de Saint-Petersbourg; elle doit servir à former un musée particulier, qui renfermera les costumes, ornemens et ustensiles des peuples sauvages. Pour enrichir ce musée, le capitaine Litke a aussi permis à M. Mertens de choisir dans sa propre collection tout ce qui pouvait convenir à ce nouvel établissement.

IMPRIMERIE.

Le premier ouvrage publié en langue du Bengale à Calcutta, parut il y a seize ans. Dans le courant de l'année 1829, la presse bengali de cette ville avait déjà produit trente-sept ouvrages ou traités. Quoique plusieurs d'entre eux ne soient que des brochures, il est heureux de voir le goût de la lecture se propager parmi les indigènes. Une grande partie de ces ouvrages traitent du système actuel du culte hindou; mais à mesure que les connaissances scientifiques et littéraires trouveront de l'encouragement parmi les Hindous instruits, l'on verra sans doute paraître des traductions d'ouvrages européens en bengali. Depuis un an, les journaux qui se publient dans l'Inde en idiomes du pays, ont dû presque doubler le nombre de leurs abonnés, et leurs éditeurs embrassent graduellement un plus grand nombre d'idées.

HORTICULTURE.

Ananas et melons. — La société d'horticulture d'Edimbourg a dernièrement accordé un prix au jardinier du Colonel Patterson, à Cunogubie, pour des fruits de ce genre produits par le moyen de la vapeur. La couche où ils ont été disposés d'une manière très ingénieuse, pour remédier aux changemens rapides de température qui se font quelquefois sentir quand on fait usage de la vapeur dans les serres chaudes. Le récipient dans lequel est concentrée la vapeur destinée à fournir la chaleur, au lieu d'être vide et d'être rapidement chauffé et refroidi, et rempli de petites pierres rondes qui absorbent le calorique à mesure qu'il se développe, puis le communiquent par degrés et en le retenant long temps. La vapeur dégagée ainsi le soir pendant une heure et demie, produit une chaleur uniforme pendant toute la nuit et le jour suivant. La chaleur est distribuée dans le récipient au moyen

d'un tuyau en fer de fonte percé de trous de distance en distance; on peut aussi la répandre à volonté parmi les plantes, au moyen de tuyaux dont les extrémités mobiles communiquent au même réservoir. La beauté des fruits et la perfection de l'appareil semblent en faire un des moyens les plus efficaces pour conquérir et assurer en Europe les productions des tropiques.

INDE.

Jongleurs. — La plupart des grands-mogols ont écrit leurs mémoires : M. Price vient de publier une traduction anglaise de ceux de Djéhanghir. On y lit le récit suivant des tours de passe-passe qu'exécutèrent dans le Bengale, en présence de ce prince, une troupe de jongleurs dont l'adresse le surprit tellement, qu'il a jugé à propos d'en consigner les détails dans sa biographie. « Ces jongleurs proposèrent entre autres à l'assemblée de désigner tel arbre qu'on jugerait à propos, annonçant qu'aussitôt ils en jetteraient la semence en terre, et qu'on verrait l'arbre de suite sortir de terre et croître. Un seigneur présent ayant désigné le mûrier, ils jetèrent en terre des semences en dix endroits différens; et quand ils eurent récité certaines formules dans un langage incompréhensible, on vit tout d'un coup sortir de terre dix mûriers : l'expérience, répétée sur beaucoup d'arbres d'espèces diverses, eut toujours le même succès. Bien plus, sur la demande de Djéhanghir, au moyen de quelques cérémonies et de quelques invocations, on vit paraître sur chacun de ces arbres des fruits analogues à leurs espèces, et chacun des assistans fut libre d'en goûter. Ensuite, il parut entre le feuillage divers oiseaux qu'on vit se jouer et s'ébattre en pleine liberté entre les branches. Enfin, les feuilles prirent des teintes variées semblables aux feuilles d'automne, puis les arbres rentrèrent sous terre et disparurent. » Le traducteur, M. Price, ajoute dans une note qu'il a été témoin, dans la partie occidentale de l'Inde, d'un tour pareil pour produire un manguiier. Une toile dérobait à la vue des spectateurs les moyens mis en œuvre par les jongleurs. Je ne puis me figurer, dit-il, comment ces jongleurs opéraient, à moins qu'on ne suppose que ces jongleurs portaient avec eux des manguiers, à tout degré de culture et de végétation, depuis l'état de semis jusqu'à celui de la fructification.

VOYAGES.

MŒURS ET USAGES DES PEUPLES.

MŒURS ET GOUVERNEMENT DES WAHABYS.

« Les historiens arabes citent quatorze principaux hérésiarques qui à différentes époques ont réussi à se faire des partisans et à exciter des séditions et des troubles dans divers états musulmans, soit en Asie, soit en Afrique, et ils comptent plus de soixante-dix sectes qui s'écarteront plus ou moins de la foi orthodoxe. Quelques-unes de ces sectes ont dû leur origine à la seule politique; d'autres sont nées de quelques opinions particulières relativement au culte prescrit par le prophète, et à des dogmes prêchés par lui; mais la plupart d'entre elles n'ont pas pris un grand développement. La secte des Wahabys, qui ne date que du siècle dernier, a eu un accroissement beaucoup plus rapide que toutes celles qui l'ont précédée, et sa tendance est d'une nature toute différente. Les événemens auxquels elle a donné lieu forment un épisode très curieux de l'histoire du mahométisme; et nous devons savoir gré à M. Burckhardt d'avoir rassemblé quelques matériaux propres à faire connaître l'esprit de cette secte, le caractère des principaux de ses chefs, et les moyens dont ils se sont servis pour étendre leur influence. Au reste, M. Burckhardt ne donne point son essai pour une histoire complète de la secte des Wahabys; n'ayant pu découvrir des documens écrits il a dû se contenter de renseignemens plus ou moins incomplets qui ne remontent guère au-delà du commencement du siècle actuel, et ces renseignemens ne vont que jusqu'en 1816, la mort l'ayant enlevé à cette époque à ses recherches et à ses voyages.

« Les ennemis des Wahabys les ont accusé long-temps de vouloir établir une nouvelle religion, opposée à la doctrine de Mahomet, et il faut convenir que les vexations qu'ils exercèrent contre les pèlerins qui se rendaient à la Mecque et la cruauté avec laquelle ils traitaient les musulmans qui refusaient d'adopter leurs opinions, étaient bien propres à accréditer cette idée. Elle est cependant entièrement fautive : le catéchisme que leur chef Saoud fit distribuer parmi les habitants de la Mecque, lorsqu'il se fut emparé de cette ville, fournit la preuve évidente qu'ils sont des musulmans orthodoxes. Ils reconnaissent le koran et les traditions de Mahomet (*Sunnah*) pour l'unique source de leurs lois religieuses, civiles et politiques; ils respectent même les opinions des commentateurs les plus célèbres du koran, sans pourtant les suivre implicitement. Mais en voulant rétablir dans leur pureté primitive les pratiques et les dogmes des fondateurs de l'islam et de ses premiers sectateurs, ils ont été conduits à condamner une foule d'opinions erronées qui, disent-ils, se sont introduites dans l'islam tel qu'il est enveigné aujourd'hui, et de signaler une foule de cas où les Turcs agissent d'une manière diamétralement opposée aux principes dont ils reconnaissent eux-mêmes la sainteté. Ainsi, par exemple, les Wahabys reprochent aux Turcs d'honorer le prophète d'une manière qui approche de l'adoration, d'invoquer sa protection, de vénérer son tombeau à l'égal du grand temple de la Mecque, et de l'associer pour ainsi dire aux honneurs rendus au Tout-Puissant, toutes choses contraires au koran, qui déclare dans un grand nombre de passages que Mahomet n'est qu'un simple mortel. Un autre usage des Turcs, que les Wahabys blâment sévèrement, est celui d'élever des monumens à la mémoire des sheikhs qui, soit par leur vie exemplaire, soit par leur grand savoir, ont acquis une réputation de sainteté, et de choisir de préférence ces lieux pour y offrir leurs prières à la divinité, dans l'espoir que l'intercession de ces saints personnages leur ferait exaucer plus sûrement. Tous les hommes sont égaux devant Dieu, disent les Wahabys; le plus vertueux d'entre eux n'est pas assez pour pouvoir intercéder auprès de lui en faveur d'un autre; c'est donc un péché d'invoquer le nom d'un

homme qui n'existe plus, et d'honorer ses restes mortels plus que ceux de toute autre personne. Fidèle à ce principe, les Wahabys s'appliquèrent à détruire partout où ils portèrent leurs armes, les coupes, les dômes, les monuments élevés en l'honneur de quelque sheikh mort en odeur de sainteté : ils essayèrent même de démolir le dôme qui couvre le tombeau de Mahomet à Médine : la solidité seule de l'édifice les en empêcha. Cette fureur de destruction servit à enflammer le fanatisme des Wahabys, et éleva un mur de séparation entre eux et leurs adversaires, bien plus que leurs autres opinions, que le vulgaire n'était pas en état d'apprécier.

Le fondateur de la secte, Abd el Wahab, reprochait aux Turcs la négligence qu'ils mettaient à pratiquer leurs lois religieuses, à l'exception de celles qui concernent les prières, les purifications et les jeûnes. Et en effet il faut convenir que les Turcs modernes respectent peu les préceptes du prophète relativement aux aumônes, aux lois somptuaires, à l'administration impartiale et sévère de la justice, aux exercices tendant à maintenir parmi eux l'esprit guerrier, à l'abstinence des boissons enivrantes, et aux rapports entre les deux sexes. Abd el Wahab voyait d'ailleurs avec horreur la conduite scandaleuse de beaucoup de *hadjys* ou pèlerins qui se rendaient à la Mecque, ainsi que la dissolution dont les chefs turcs des caravanes donnaient l'exemple, et les actes de perfidie et de fraude qu'ils se permettaient journellement. Partisan enthousiaste des doctrines primitives de sa religion, indigné de les voir corrompues par ses contemporains, et peut-être aussi irrité du mépris avec lequel on l'avait traité dans les villes turques où il s'était élevé contre le désordre des mœurs, Abd el Wahab ne se proposa autre chose que de ramener ses adhérents aux habitudes et aux sentimens religieux et moraux qui avaient prévalu en Arabie, lors de la première promulgation de l'islam. Prenant pour guide le koran et la *Sunna* ou les traditions de Mahomet, il n'y ajouta ni n'en retrancha aucun précepte ; et la seule différence qui existe entre les Wahabys et les Turcs qui s'arrogent le nom d'orthodoxes, est, que les premiers observent scrupuleusement certaines lois de l'islam que les seconds négligent. Voici des faits qui prouvent la justesse de cette assertion. En 1815 le chef des Wahabys envoya au Caire deux députés, dont l'un était un homme très savant. Mohammed-Aly-Pacha, ayant désiré qu'il expliquât ses opinions aux ulémas les plus distingués du Caire, ceux-ci eurent avec lui plusieurs conférences à l'issue desquelles ils déclarèrent qu'ils ne trouvaient aucune hérésie dans les doctrines des Wahabys. A la même époque un recueil de plusieurs traités sur des sujets religieux, écrit par Abd el Wahab lui-même, fut examiné par plusieurs ulémas du Caire, qui affirmèrent unanimement, que si telle était la croyance des Wahabys, ils n'hésiteraient pas à y souscrire.

S'écartant de l'esprit de leur chef, la plupart des Wahabys érigèrent en articles de foi des opinions auxquelles lui-même n'avait pas attaché une grande importance. Ainsi, par exemple, en vertu des préceptes de la *Sunna* qui prohibent l'usage de la soie et des étoffes d'or et d'argent, ils proscrirent sévèrement toute magnificence dans les vêtements, ils portent une robe simple telle qu'ils prétendent que le prophète la portait ; ils défendent de même l'usage du tabac à fumer, d'accord en cela avec beaucoup d'ulémas turcs, qui dans leurs écrits ont déclamé contre cet usage.

Le désir de ramener les Arabes à l'état où ils se trouvaient à l'époque de Mahomet, conduisit naturellement Abd el Wahab et ses successeurs à introduire quelques changemens dans leur organisation politique, dès qu'ils virent s'accroître le nombre de leurs prosélytes. Le pays de Nedjd, principal siège de la puissance wahabite, était divisé jadis en une multitude de petits districts, de villes et de villages, entièrement indépendans et sans cesse en guerre les uns contre les autres ; la loi du plus fort y régnait seule : ce n'est qu'en sacrifiant sa propriété que le faible pouvait assurer sa sécurité personnelle ; et les déprédations des Bédouins du voisinage contribuaient encore à faire du Nedjd le théâtre de désordres et de massacres continus. Ce ne fut qu'après une lutte longue et opiniâtre qu'Abd el Azyz, petit-fils d'Abd el Wahab par sa mère, réussit à convertir à sa croyance la totalité des habitans du Nedjd. Alors s'étant élevé de la dignité de chef de tribu à celle de maître d'une province entière, il s'arrogea le pouvoir suprême, et assimila son autorité à celle qu'exercèrent les premiers successeurs de Mahomet.

Abd el Azyz n'essaya cependant pas d'asservir ses compatriotes ; il savait trop bien que ce serait tenter l'impossible ; mais il les obligea à vivre en paix entre eux, à respecter les propriétés et à obéir à la loi de l'islam. Chaque tribu conservait son sheikh, mais tous les sheikhs reconnaissaient la suprématie du chef des Wahabys, et de même que chaque particulier était tenu d'observer la loi musulmane, et passible de punition lorsqu'il l'enfreignait, de même aussi les sheikhs, conformément aux anciennes lois, payaient un tribut au chef suprême, et étaient obligés de le joindre avec leurs troupes toutes les fois qu'il voulait entreprendre une expédition contre les hérétiques ou les infidèles. Le droit de se faire justice à soi-même fut aboli, et un tribunal fut établi pour juger les contestations qui s'élevaient. Tel fut en peu de mots le régime que les chefs des Wahabys avaient réussi à établir dans le Nedjd, et que les armes et l'or de Mohammed-Aly ont détruit en grande partie. Nous allons en parler avec un peu plus de détail.

Le gouvernement des Wahabys est une espèce d'aristocratie à la tête de laquelle se trouve la famille de Saoud, l'arrière-petit-fils d'Abd el Wahab. Chaque cité, chaque tribu a son sheikh que le chef suprême nomme et dépose suivant son bon plaisir ; à l'ordinaire cependant il confirme celui qu'indiquent les habitans de la ville ou du district, et s'il l'a trouvé dévoué à ses intérêts, il permet à son fils ou à son frère de lui succéder. L'autorité de ces sheikhs est aussi bornée que celle des sheikhs indépendans, si ce n'est qu'ils ont le droit de forcer les délinquans à se soumettre à la loi, soit en les emprisonnant, soit en les condamnant à une amende. Quand ils commettent eux-mêmes quelques injustices, les personnes lésées peuvent les dénoncer au chef des Wahabys, aussi la ville de Derayah, capitale du Nedjd et résidence du chef, est-elle habituellement remplie de réclames de tous les districts qui plaident contre les sheikhs. Les

principales fonctions de ceux-ci consistent à prêter main-forte à la justice, à fournir des troupes à l'armée nationale et à assister les collecteurs d'impôts. En temps de guerre les principaux sheikhs forment le conseil du chef suprême ; mais en temps de paix celui-ci ne consulte que les ulémas de Derayah, qui appartiennent pour la plupart à la famille d'Abd el Wahab, et qui exercent une grande influence dans le pays. Il ne faut point croire au reste que le chef des Wahabys jouisse d'un pouvoir absolu, ou qu'il puisse attenter à la liberté individuelle du moindre de ses sujets : les Arabes ont l'esprit trop indépendant pour se laisser asservir, et si après une longue lutte ils se sont soumis à l'autorité d'un chef unique, c'est qu'ils l'ont trouvée également favorable à la sécurité publique et à leurs intérêts particuliers.

Nous avons dit ailleurs que dans la plus grande partie de l'Arabie les lois étaient sans force pour protéger les personnes et les propriétés ; il n'en est pas de même dans les provinces soumises aux Wahabys. Abd el Azyz, et Saoud, petit-fils et arrière-petit-fils d'Abd el Wahab, ont appris aux Arabes à obéir à la loi, à maintenir l'ordre et la paix, et à recourir aux tribunaux pour faire juger leurs contestations. Abd el Azyz envoya des kadhys dans tous les districts qui reconnaissaient son autorité ; il les choisit parmi les hommes les plus intègres et les plus savans, et leur assigna des appointemens sur le trésor public, leur défendant d'accepter aucun présent ou aucun honoraire. Les kabhys doivent se conformer dans leurs jugemens aux lois du koran et de la *Sunna* ; et on pouvait appeler de leur tribunal à celui du chef suprême.

Pour mettre fin aux déprédations continuelles qui jadis avaient eu lieu dans le pays de Nedjd comme dans toute l'Arabie, Abd el Azyz rendit responsables les habitans de chaque district des vols qui se commettaient sur leur territoire, lorsque le voleur était inconnu ; et il imposait une amende aux Arabes qui, quoique assez en force pour défendre leur camp ou leur ville contre une invasion hostile, étaient assez lâches pour se laisser dépouiller impunément. Les chefs Wahabys ont mis un soin particulier à empêcher les Arabes de se faire justice à eux-mêmes, de venger la mort par la mort, et d'exercer le droit du talion ; et s'ils n'ont pu y réussir complètement, du moins ils ont diminué considérablement cet usage barbare. Dans le cas d'une rixe qui finit par devenir sanglante, tous ceux qui y ont pris part, sont mis à l'amende ; de même si un Arabe dans une dispute tire son poignard et blesse son adversaire, tous les assistans sont punis d'une amende pour ne l'avoir pas arrêté à temps. Les tribus même qui ont embrassé le wahabysme, n'ont plus le droit de se faire la guerre, et lorsqu'il s'élève entre elles une contestation, elles sont obligées de la soumettre au jugement du chef des Wahabys. Saoud, qui occupa cette dignité au commencement de ce siècle, était parvenu à se faire craindre à tel point, qu'on a vu plus d'une fois un de ses esclaves nègres aller arrêter par son ordre le sheikh d'une grande tribu au milieu de son camp et l'emmener prisonnier à Derayah.

Dans l'origine du wahabysme les chefs wahabys interdisaient sévèrement à leurs sujets toute communication avec les Arabes qui n'avaient pas embrassé leur croyance ; mais ils furent obligés de se relâcher peu-à-peu de cette sévérité.

On ne connaît point dans les pays soumis à la domination des Wahabys, ces impositions arbitraires appelées *avaries* qui sont si communes dans le Levant, et les personnes riches n'ont rien à craindre de la rapacité du gouvernement ; la loi règle les taxes aussi bien que les amendes en cas de délit.

La sécurité qui résultait de l'administration sévère et prompt de la justice, telle qu'elle fut établie par les Wahabys, contribua plus que toute autre chose à attirer les Arabes sédentaires du Nedjd, du Hedjaz et du Yemen à ce nouveau régime, qui les mettait à l'abri des déprédations journalières auxquelles jusqu'alors ils avaient été exposés ; mais les tribus errantes, accoutumées à vivre du pillage, n'y trouvaient pas leur compte ; aussi la force seule put les déterminer à se soumettre à l'autorité du chef des Wahabys, et leurs révoltes fréquentes ont prouvé qu'elles n'en portaient le joug qu'à regret.

Les revenus publics de l'état des Wahabys peuvent être rangés sous quatre classes. 1^o Le cinquième du butin fait sur les hérétiques. 2^o Le *zeka* ou dîme qui se paie en raison des biens réels et effectifs de chaque Wahaby, de quelle nature qu'ils soient. 3^o Le produit des domaines de l'état. 4^o Les amendes imposées pour des transgressions de la loi.

Dans toute expédition contre les hérétiques, que le chef des Wahabys y assiste en personne ou non, la cinquième partie du butin doit lui être réservée, et le sheikh qui commande l'expédition en est responsable : les quatre autres cinquièmes sont distribués aux soldats ; la portion d'un cavalier est triple de celle du fantassin. Quant au *zeka* les Arabes sédentaires le paient à raison de l'étendue et de la nature du terrain qu'ils cultivent ; les marchands à raison de leur capital dont ils sont tenus d'indiquer le montant au collecteur sous serment, et les Bédouins à raison du nombre de leurs chevaux, de leurs moutons et de leurs chameaux. Mais la principale source des revenus de l'état est le domaine public. Les chefs des Wahabys ont établi en principe que, lorsque les habitans d'un district ou d'une ville soumise à leur domination se révoltent, ils sont mis au pillage, et en cas de récidive, leurs terres sont confisquées au bénéfice du trésor public, et affermées pour le tiers ou la moitié de leur produit, soit aux anciens propriétaires soit à des étrangers. Et comme beaucoup d'Arabes ne se sont soumis à la domination des Wahabys qu'après une lutte très opiniâtre et de fréquentes révoltes, il se trouve aujourd'hui que la plupart des propriétés territoriales dans le Nedjd appartiennent au fisc.

Le produit des revenus dont nous venons de parler, à l'exception du *zeka* payé par les Bédouins, qui entre dans la cassette particulière du chef des Wahabys, est déposé dans le trésor public (*Beit el Mal*) de chaque chef-lieu de district, lequel est sous l'inspection d'un receveur nommé par le chef des Wahabys. Un quart de ce produit est versé dans le trésor général à Derayah ; un autre quart est affecté aux secours à donner aux pauvres du district ; à la paie des ulémas qui sont chargés de l'instruction des enfans ; à l'entretien des mosquées et à des travaux d'utilité publique ; les deux derniers

quarts sont employés à fournir des provisions, des armes et des chameaux aux soldats qui ne sont pas en état de s'en procurer eux-mêmes, et à dédommager les sheikhs des dépenses occasionnées par l'hospitalité qu'ils sont obligés d'exercer envers les étrangers. Le trésor général de Derayah est à la disposition du chef des Wahabys, qui s'en sert, soit pour accorder des indemnités à ceux de ses sujets qui ont été dépouillés de leurs propriétés par l'ennemi, soit pour donner des gratifications aux sheikhs de Bédouins qu'il désire retenir dans l'obéissance.

La manière de faire la guerre des Wahabys diffère peu de celle des Bédouins ; à l'exception d'un corps de quelques centaines d'hommes choisis, stationné à Derayah et servant de garde au chef suprême, ils n'ont point de troupes permanentes. Lorsque le chef médite une expédition, il ordonne aux sheikhs des tribus errantes et à ceux des districts de se trouver tel jour à tel rendez-vous, avec un nombre de soldats déterminé ; c'est au sheikh à en faire la répartition, selon la population de chaque ville ou de chaque village. Quelquefois le chef commande une levée en masse en se servant de la formule suivante : « Nous ne compterons pas ceux qui joindront notre armée ; mais ceux qui resteront en arrière. » Dans ce cas tout homme capable de porter les armes est tenu de marcher ; et les riches ou bien le trésor public fournissent des armes et des chameaux aux pauvres. Chaque soldat doit se pourvoir de cent livres de farine, de cinquante à soixante livres de dattes, de vingt livres de beurre, d'un sac de froment ou d'orge pour son chameau, et d'une outre pour la provision d'eau. L'obligation de se pourvoir de vivres eux-mêmes, la perte du temps, les marches forcées qui épuisent les chameaux, rendent le service militaire très onéreux pour les Arabes pauvres ; aussi emploient-ils tous les moyens possibles pour s'y soustraire, au risque même d'encourir des amendes considérables.

Le fondateur de la secte des Wahabys ordonna à ses sectaires de faire constamment la guerre à tous les peuples qui refuseraient d'embrasser sa croyance. Conformément à ses injonctions les chefs des Wahabys firent tous leurs efforts pour se rendre maîtres de l'Arabie ; et s'ils ne réussirent pas à convertir tous les Arabes à leur foi, du moins ils en contraignirent la plupart à reconnaître leur domination. Il ne paraît pas qu'ils aient essayé de l'étendre au-delà des limites de l'Arabie ; et les expéditions qu'ils ont entreprises à différentes époques sur les bords de l'Euphrate, dans l'Irak, en Mésopotamie et en Syrie, n'avaient pour but que le pillage.

Dans les guerres dont le but est la propagation de la foi, les Wahabys ont pour maxime de tuer tout ennemi qu'ils trouvent en armes, qu'il soit hérétique étranger, c'est-à-dire Syrien, Mésopotamien et Egyptien, ou bien Arabe rebelle au chef suprême : c'est cet usage, adopté à l'imitation des premiers propagateurs de l'islam, qui a rendu le nom des Wahabys si redoutable, et qui a servi à répandre leur secte si rapidement. Pendant les quatre années que dura la guerre entre les Wahabys et Mohammed-Aly Pacha, on ne cite pas une seule occasion où les premiers aient fait grâce de la vie à un Turc. Lors de la prise de Kerbela et de Tayl, toute la population mâle de ces deux villes fut massacrée, à l'exception du quartier des Abassides que Saoud, le chef des Wahabys, épargna en considération de sa vénération particulière pour les khalifes abassides : dans les attaques des Bédouins, les Wahabys en agissent de même : tous les hommes pris les armes à la main sont mis à mort sans pitié. Quant aux ennemis qui se soumettent volontairement, ils sont reçus à merci sans difficulté ; et l'on n'a pas d'exemple qu'un chef de Wahabys, après avoir accordé le pardon aux vaincus, ait manqué à sa parole : c'est une justice que leur rendent même leurs adversaires les plus acharnés ; et leur conduite sous ce rapport contraste d'une manière frappante avec celle des Turcs. Lorsque les Arabes se rendent aux Wahabys avant d'avoir été attaqués, on leur accorde le *aman ullah* ou sécurité de Dieu ; si l'on y ajoute la condition du *halka*, cela veut dire que l'on confisque leurs chevaux et leurs armes, mais qu'on leur laisse la vie et le reste de leurs propriétés, le *aman* sans condition s'étend aux personnes et aux propriétés. Les commandans de troupes wahabites ont l'ordre d'accepter les offres de soumission de tout ennemi et d'observer religieusement la promesse du *aman*.

Lorsque le chef des Wahabys soumet à sa domination une tribu ou une province, il en force le sheikh à venir s'établir avec sa famille à Derayah, sa résidence, ou dans quelque district voisin, et le remplace par un chef pris parmi les familles sur le dévouement desquelles il peut compter. On voit à Derayah et dans les environs un grand nombre de ces sheikhs dépouillés. Quoiqu'ils ne soient ni enfermés ni même gardés à vue, ils ne peuvent s'échapper ; car un sheikh arabe est tellement connu de tous les habitans du désert qu'il ne pourrait rester long-temps caché.

MÉLANGES.

NUIT DU 28 AU 29 JUILLET.

Nous étions dans le salon de Victor. Les mandats d'arrêt sont expédiés, me dit-il, j'en suis sûr ; mais comme il faut se battre au point du jour, nous ne pouvons pas nous laisser arrêter cette nuit. J'ai un asile, je puis le faire-partager à l'un d'entre vous. J'ai le mien, répondirent aussitôt tous nos camarades. Et toi, reprit-il en m'adressant la parole. — Je chercherais, lui répondis-je. Il insista pour m'emmener avec lui. J'hésitai un moment, enfin je refusai. Je n'avais pas vu mon père de la journée. Je pensai qu'il demeurerait à deux pas de la Porte-Saint-Denis, qu'il avait dû entendre la longue fusillade et le canon qui avait ébranlé le quartier durant tout le jour, et je quittai mes amis. A l'Hôtel-de-Ville, à 4 heures, fut le mot d'adieu. Je resserrai la ceinture qui portait mes pistolets et mon poignard, j'examinai les capsules de mon fusil et je partis.

J'avais besoin d'une retraite. Je ne pouvais rester chez mon père, on savait que mon appartement communiquait avec le sien, ce n'était pas un lieu de sûreté. Lorsque j'avais dit à Victor que je chercherais, j'avais déjà pensé confusément à un asile.

Je marchais vite dans ces rues désertes dont le silence laissait vivement retentir quelques coups de fusil épars, et je me disais : Je l'ai si souvent trompée, me recevra-t-elle ? — La nuit est avancée et froide, me disait-elle. — Je n'écouterai ni son regard ni ses paroles, et je la laissais. Pauvre fille ! elle se prenait à pleurer dès que je ne pouvais plus la voir ou l'entendre, elle voulait m'épargner les remords de ses larmes ; enfant qui croyait qu'il y a un grain de pitié dans le cœur d'un homme qui n'aime plus. En faisant ces réflexions, j'arrivai à sa porte ; je frappe, on m'ouvre. Je dis son nom. L'heure était indue et le portier me laissa passer comme s'il m'avait reconnu : m'avait-il pris pour un autre ? Je ne pus me l'expliquer. Cela me fit penser que Jenny n'était peut-être plus la jeune fille tendre et gaie que j'avais abandonnée. Il y avait six mois que je ne l'avais vue, six mois de vice, et c'est une femme perdue que je vais retrouver. J'avais honte de ce que j'allais faire. Demander protection à celle que j'avais jetée dans une vie de déshonneur, attendre pitié d'un cœur qui devrait me détester avec rage ! Eh bien ! c'est un coin de l'âme à visiter, c'est une épreuve à faire. Après mon abandon, si elle me reçoit, elle gagnera la cause des femmes. Allons. Je me dis cela et je sonnai.

C'est elle qui m'ouvrit. Mon aspect l'effraya. Mes armes, mes vêtements en désordre, le visage noirci de poudre, je devais beaucoup ressembler à un coupe-jarret. C'est moi, lui dis-je en entrant rapidement comme un homme qui sait où il va. Elle poussa un cri dont l'expression m'arrêta. C'était un effroi, un étonnement, une pitié indéfinissable. Croyait-elle que, coupable envers elle, je l'étais déjà devenu envers le monde, et que ce premier pas m'avait poussé dans l'abîme ? Supposait-elle que séduire et trahir une jeune fille, cela compte pour quelque chose dans la vie et dans la réputation d'un homme ? et ne savait-elle pas encore qu'entre nous le mépris et la chance du vice n'étaient que pour elle ?

Nous étions dans la salle à manger ; un seul couvert, mis à la hâte, incomplet, rétabli pour un convive attardé, une chaise en face du couvert pour lui, une autre à côté pour Jenny. J'ai été si jaloux, que d'un regard je vis tout cela et lui dis : Il y a un homme ici. Elle tremblait comme si je l'avais quittée le matin.

Calmez-vous, Jenny, lui dis-je alors, cela ne me regarde pas. Une larme qui brilla dans ses yeux m'apprit la brutalité de mes consolations. Qu'était devenu le tems où cela me regardait ? Je m'approchai d'elle, et lui prenant la main, j'ajoutai : Bonne Jenny, je viens, je l'espère, t'apporter un plaisir, je viens te demander un service. J'ai besoin de me cacher cette nuit. — Vous aussi ! s'écria-t-elle. — Cette exclamation me surprit. Elle continuait avec embarras. — Oui, il y a quelqu'un ici, mais ce n'est pas une personne comme vous pouvez le supposer, c'est quelqu'un que je connais qui se cache comme vous. — La tournure de cette phrase m'en apprit beaucoup sur l'état de Jenny, elle ne disait plus les choses avec le mot propre, le style et l'âme s'étaient corrompus.

Nous pénétrâmes dans le salon, elle allait ouvrir sa chambre à coucher lorsqu'elle s'arrêta soudainement. Elle me regarda avec un effroi scrutateur, et un travail extraordinaire se fit dans sa tête. Pauvre et belle, élevée, m'avait-elle dit, par une vieille mère qui ne lui avait appris que le danger de croire aux sermons des hommes sans penser à la défense des séductions de son âme ardente et faible, Jenny était une fille ignorante du monde, de ses intérêts et de ses divisions. Cependant tout ce jour de combat, ce peuple en armes contre les soldats armés, le canon qui tonne si haut dans les rues d'une ville, les morts qu'on avait passés sous ses fenêtres, les emblèmes royaux arrachés : elle rassembla toutes ces choses dans sa jeune tête, et la politique se fit jour dans ses pensées. Elle ne chercha ni pourquoi ni comment cela était venu ; mais, arrivant tout droit au résultat, elle jugea que le pouvoir voulait ce que le peuple ne voulait pas, elle comprit qu'il y avait des hommes qui demandaient la main sur la clé de la porte. — Vous ne pouvez entrer, me dit-elle ; la personne qui se cache ne veut pas être connue. — Pourquoi, lui dis-je ? si c'est un ami, nous partirons ensemble, nous nous entendons et... C'est un militaire, m'écriai-je avec un cri de rage. Je venais de voir un chapeau d'uniforme jeté sur un fauteuil. A peine j'avais achevé que j'entendis armer un pistolet, la porte s'ouvrit et je vis entrer un homme. Je levai mon fusil et le mis en joue. Un mouvement soudain, un de ces mouvements que l'âme imprime au corps avec tant de violence, jeta Jenny entre nous deux. — Il m'aime, s'écria-t-elle avec désespoir en tombant à mes pieds et embrassant mes genoux. C'était un bel enfant de dix-sept ans. Des cheveux blonds et riches, un visage adorable et un regard calme et fier comme un homme. Il m'aime, avait crié Jenny, ce mot retentissait malgré moi dans mon cœur. La malheureuse était par terre, haletante et pâle. Pauvre fille abandonnée, quelle prière et quel reproche elle venait de me faire ! Je posai la crosse de mon fusil sur le tapis, je m'appuyai sur le canon, j'arrêtai mon regard sur cette infortunée suppliante, elle s'empara de ma main que j'avais laissée tomber, et nous restâmes un moment immobiles tous les trois.

Ce moment suffit à beaucoup de réflexions, il suffit à toute une histoire qui se passa dans ma tête. Pour moi, elle avait quitté sa mère qui en était morte de désespoir. Je l'avais aimée avec fureur et délaissée comme un jouet inutile dont le goût est passé. Quel long et douloureux étonnement pour elle de voir finir dans quelques mois l'amour auquel elle avait destiné sa vie ! Je comptai ses jours et ses nuits de désespoir à l'affreuse révélation de cette misère humaine, puis je vis dans la lassitude de sa douleur un nouvel amour jeune et vierge, l'appeler, la secourir, la consoler. Celui-ci, elle y croyait encore, elle y puisait la vie et le bonheur ; il était là, c'était un beau jeune homme. Et je la rejetterais encore dans le vide d'une existence que rien ne suit et ne protège ! Je compris alors toute la force de ce mot : Il m'aime ; ce n'est pas la grâce de son amour qu'elle demandait, c'était la sienne. Non, non... lui dis-je, avec un sourd gémissement, je ne serai pas deux fois le bourreau de ton âme ; qu'il vive et qu'il t'aime, je te dois bien cette consolation.

Je sortis du salon sans regarder le jeune militaire. J'avais

seulement remarqué qu'il cachait son uniforme sous une redingote bleue. Jenny me suivit, je la quittai rapidement, et je gagnai le plus vite possible la maison de mon père.

Mon père est malade et goutteux ; je le trouvai qui se promenait avec action dans son appartement. — Eh bien ! me dit-il. — Nous verrons demain, lui répondis-je. Il se remit dans son lit et je m'assis près de lui. — Parle-moi de ce que vous avez fait, reprit-il ; ici la fusillade n'a pas cessé, on a tué bien du monde, la maison a été transportée : on l'a fait évader. — Je murmurai entre les dents : On les épargne partout. — Mon père continua : Que ferez-vous demain ? — Je me levai avec agitation ; Jenny, le beau militaire, tout était oublié ; la pensée de tout le jour distraite un moment avait repris son empire. Je marchais violemment dans la chambre. Mon père répéta sa question : Que ferez-vous demain ? Je me calmai et lui répondis froidement : Nous nous battons. Bien, bien, ajouta-t-il avec un sourire amer d'incrédulité, et si vous êtes vaincus, alors... — Alors, m'écriai-je en sentant mon cœur bondir dans ma poitrine comme un tigre dans sa cage, alors nous incendierons Paris. — Il se leva sur son séant et me regarda fixement. — Oui, oui, lui dis-je, l'incendie partout. L'incendie vomira les populations sur les places publiques. Quand les maisons s'écrouleront, il faudra bien que les habitants descendent dans les rues, quand les rues seront flamboyantes de débris, il faudra bien que ces multitudes marchent et s'échappent. Que le torrent se mette à courir, et il écrasera en passant les armées de Charles X, ses palais, son trône et sa dynastie. Mon père ne me répondit pas. Un long silence succéda à notre conversation. Puis comme un homme qui s'apprête à dormir, il se recoucha en me disant tranquillement : — Tu ne sortiras pas ce soir, n'est-ce pas ? c'est bien assez des inquiétudes du jour. — Non, lui dis-je en souriant, ce n'est pas pour cette nuit. Il me tendit la main en s'écriant : Ah ! quel crime ! quel crime ! Parlaient-ils des ordonnances des ministres, de ce que je venais de dire ? je ne m'en occupai guère. A quoi bon chercher des raisons contre une nécessité ? et c'était une nécessité pour moi.

Je rentrais dans mon appartement. Depuis vingt heures je ne m'étais pas assis, j'avais supporté un soleil ardent, à peine si j'avais mangé au hasard, et pourtant je n'avais ressenti aucune fatigue jusqu'à ce moment. Quand je fus seul, dans la nuit, éloigné de tout tumulte, l'agitation qui m'avait dominé tomba soudainement, la lassitude m'envahit tout d'un coup, et je me jetai à moitié vêtu sur mon lit. La pensée des mandats d'arrêt traversa mon esprit, sans l'occuper. Je compris alors que le sommeil est le premier des besoins et qu'on doit le préférer à la vie et à la liberté.

Je ne demeurai pas long-tems dans ce repos ; un bruit léger, qui se mêla d'abord aux rêves fantastiques qui me poursuivaient, s'accrut assez vivement pour m'éveiller. Enfin un coup de sonnette bien décidé m'apprit qu'il y avait quelqu'un à la porte extérieure de mon appartement. J'entr'ouvris ma fenêtre ; la cour était déserte, la loge du portier silencieuse : rien n'annonçait la venue d'étrangers ou de gens du dehors. Un second coup de sonnette se fit entendre ; je pris mes pistolets et j'allai ouvrir. Comme j'arrivais près de ma porte, j'entendis une voix qui me disait à travers la serrure : C'est moi, je suis le docteur T....., venez, venez, j'ai besoin de vous. — Qu'y a-t-il de nouveau ? dis-je en ouvrant. — Suivez-moi vite, me dit-il.

Le docteur T..... est un jeune chirurgien qui demeure à côté de moi. Poli, soigneux, sans pitié pour les douleurs physiques, très-petit, avec une tête carrée et un front protubérant où il y a à coup sûr du génie ou de l'entêtement : la craniologie et la morale confondent souvent ces deux qualités.

Comme j'entraîs chez le docteur, il m'arrêta dans son antichambre, et me dit tout bas : Vous savez peut-être qu'un officier de la garde s'est réfugié dans notre maison ? — Oui, sans doute, lui répondis-je, mais je sais aussi qu'on l'a fait évader. — Il est là, reprit le docteur, à deux minutes de la mort ; il faut que je constate l'heure où elle arrivera ; vous signerez avec moi. — N'y a-t-il aucun espoir ? lui dis-je en entrant dans le salon. Il n'eut pas le tems de me répondre ; car j'étais près du moribond. Il était étendu sur un matelas, le corps nu jusqu'à la ceinture, sans chemise et avec son pantalon blanc ensanglanté. Une balle lui avait traversé la poitrine d'un côté à l'autre, et lui avait cassé un bras. C'était un homme de quarante-cinq ans, d'un visage noble et sévère. En voyant mes pistolets que j'avais conservés par distraction, il sourit d'admiration. Je les jetai avec confusion sur une table, et je vis alors le plus remarquable et le plus curieux acteur de cette scène de mort ; c'était la bonne du jeune docteur. Un corps plié en deux et difforme, des mains et des bras d'une longueur et d'une maigreur à lutter avec le squelette d'un Escossais, une figure acre, des yeux de feu, des lèvres minces et moqueuses, des rides partout, une voix douce et harmonieuse comme celle d'une jeune fille, une légèreté de mouvements remarquable, un empressement distingué dans les soins qu'elle rend à son maître, une expression élégante et triste de ce qu'elle pense ; telle est Magdelaine. Elle n'a point de famille ; on ne lui connaît pas un parent. Magdelaine a cinquante ans, ou elle en a quatre-vingts ; elle m'a pris en amitié, et m'a prié un jour de lui prêter Kant et Lamartine.

Au moment où j'étais entré, le blessé avait fait signe au docteur, qui m'appela. Avez-vous des nouvelles de la cour, me dit-il ? — La cour est à Saint-Cloud. — Et la maison du Roi ? — Je crois qu'elle est avec lui. Il ne répondit rien, mais il sembla que je venais de lui donner une bonne nouvelle. La mort s'approchait visiblement. La respiration devenait de plus en plus gênée. Je me penchai sur le malade pour en suivre les progrès, et mes regards s'arrêtèrent involontairement sur ce corps déjà livide. J'étais immobile de surprise. Que regardez-vous ainsi ? me dit-il avec effort. — Je m'écriai, sans lui répondre : Mon Dieu ! mon Dieu ! que de nobles cicatrices près de cette blessure honteuse ! — Aussi, vous voyez qu'elle me tue, répondit le malheureux. Puis, continuant, comme s'il se parlait à lui-même, il laissa tomber par phrases entrecoupées : Certes, à Austerlitz, ce coup de lance était profond... Après Wagram, on parla de me couper les deux jambes... A Leipzig, on m'a retiré du chariot des morts... A Waterloo, quatre balles ont troué ma poitrine et

m'ont laissé debout ; cela valait la peine d'y passer. Pauvre France ! Vieux drapeau ! Je l'ai revu ; il était devant moi. J'ai tiré sur lui... c'est juste... O Raguse ! Raguse !... Je ne sais s'il s'aperçut de la pitié profonde qui me prit en voyant deux grosses larmes qui tombèrent de ses yeux, mais il s'écria, avec un mouvement convulsif : Docteur, docteur, recevez ma déclaration.

Posez-le sur son séant, me dit T....., il parlera plus facilement. Je m'agenouillai à la tête du malade ; je passai mon bras sous son corps, et je le soulevai. Le docteur s'assit sur une chaise à côté du lit ; Magdelaine lui apporta une plume et du papier pour qu'il écrivit sur ses genoux, et resta debout près de lui, tenant un écritoire d'une main, et de l'autre une bougie qui éclairait faiblement ce triste tableau. Je m'appelle L. C....., dit alors le mourant (le docteur écrivait), je suis capitaine au 3^e régiment de la garde ; je suis né à Bergerac ; mon fils... un hoquet violent interrompit le malheureux. Je cherchai son pouls. J'ai soif, dit-il avec effort... De l'eau, vite de l'eau, dis-je à Magdelaine. Elle resta immobile. Magdelaine, de l'eau, m'écriai-je ! — Il n'y en a plus, me dit elle, avec sa voix douce et mélancolique, il n'y en a plus, car ils ont tué le porteur d'eau. — Il s'est donc battu ? — Lui, Pierre... Non, non, reprit-elle, en domptant son émotion ; il passait sur le boulevard, seul et tranquille ; il nous portait de l'eau, car nous en avons beaucoup usé à laver les blessures des soldats ; l'un d'eux l'a aperçu et s'est écrié : J'en aurai un ! et il a tiré sur lui à dix pas. J'étais sur la porte, j'ai vu le coup. Pierre a chancelé comme s'il trébuchait, puis il est tombé dans la poussière. J'ai couru à lui, mais les seaux s'étaient renversés et avaient fait de la boue. J'ai glissé, je suis tombée aussi, mais moi je me suis relevée. — Et Pierre était sans armes, m'écriai-je, ils l'ont tué sans armes ; ah ! c'est un lâche assassin. — Oui, oui, dit Magdelaine, en laissant couler ses larmes ; oui, oui, ils ont assassiné mon enfant !... Magdelaine avait dit le secret de sa vie.

L'horreur de cette situation nous rendit tous immobiles. Les sanglots de Magdelaine et le râle affreux du mourant se mêlaient dans ma tête comme un bruit douloureux. Le docteur me regardait avec des yeux effarés. Je sentais sur mon bras les dernières convulsions du capitaine, je voyais couler des pleurs bien cruels sur le visage de cette malheureuse mère. Mes idées m'échappaient ; je ne pouvais ni parler ni remuer. Bientôt cependant les symptômes de ces douleurs atroces s'affaiblirent ; les mouvements du malade devinrent moins violents et plus rares ; l'âme forte de la vieille femme rappela ses larmes à elle, et cinq minutes n'étaient pas écoulées, que le capitaine était mort, et que Magdelaine avait repris son air calme et triste.

Qu'allons-nous faire ! me dit le docteur, je ne puis garder ce corps chez moi ; demain, après demain, tous les jours le combat peut recommencer à notre porte, et je n'ai que la nuit pour me débarrasser de ce cadavre. D'ailleurs est-il prudent qu'on sache que cet officier est mort ici ? Le peuple est exaspéré. — C'est juste, répondis-je. Aidez-moi ; et j'ouvris la fenêtre qui donne sur la rue. — Magdelaine me saisit violemment le bras, et dit avec effroi : Non, non, pas ainsi ; si vous saviez ce que c'est qu'un corps humain qui tombe sur le pavé, c'est un choc sourd qui retentirait long-tems à votre oreille. Descendez-le, j'irai ouvrir la porte de la rue, je vous en prie. — Allez donc, nous vous attendons, dit le docteur.

Elle sortit et nous entendîmes tirer le cordon. Pendant ce tems le docteur avait détaché l'appareil qu'il avait posé sur les blessures du capitaine. Magdelaine reparut, portant une petite lanterne. Nous primes le cadavre ; le docteur portait les jambes comme un homme attelé à une brouette ; je soulevai avec effort le haut du corps, et je sentis rouler sur ma poitrine cette tête qui pensait une heure avant. La vieille femme marchait devant nous et nous éclairait attentivement en descendant l'escalier. Comme nous entrions dans la longue cour qui conduit à la rue, on ouvrit une fenêtre ; c'était mon père qui m'avait entendu sortir de chez moi et qui s'alarmait de mes projets, il se pencha et nous vit marcher lentement et avec effort, sous le poids du cadavre ; il devina la vérité, car il resta immobile et ne m'adressa pas la parole. Magdelaine nous précédait toujours. La nuit était éclatante de majesté, le silence profond. Je me sentis froid.

Nous étions dans la rue et nous continuâmes à marcher. Quel fut le sentiment qui nous guida ? je ne sais ; mais moi qui étais arrivé à l'irreligion par le raisonnement, et le docteur à l'athéisme par l'anatomie, nous primes par un mouvement machinal le chemin de la prochaine église, et ce ne fut que sur les marches du temple que nous déposâmes le corps du capitaine.

En rentrant dans la maison, je m'approchai de Magdelaine. — Pierre était donc votre fils ? lui dis-je. — Oui, mon fils, mon bon fils, un honnête homme. — C'était votre seul enfant ? J'avais été trop loin, car Magdelaine me regarda d'un air étonné ; puis, s'armant de courage, elle me répondit : — Non, non, ce n'était pas mon seul enfant. J'avais une fille, la malheureuse ! — Elle est morte ? — Morte, reprit la vieille mère, non. Et me quittant brusquement, elle me devança dans la maison.

Beaucoup de personnes doivent se rappeler avoir vu le jeudi matin un cadavre étendu près d'une barricade sur le boulevard Bonne-Nouvelle. Je le reconnus en passant pour celui du capitaine L. C. que le peuple y avait porté. Il avait déjà les yeux vides, et ses blessures étaient violettes. Je m'éloignai rapidement.

Je me rendis à l'Hôtel-de-Ville.

Nous arrivions aux Tuileries, et j'étais parvenu à me loger derrière l'une de ces énormes statues qui en soutiennent les grilles. J'étais assis à l'abri du feu de la garde pour pouvoir observer ce qui se passait. J'admirais l'impertinence de ce peuple qui, comme le flot de la mer qui bat et brise le pied des falaises, venait sans cesse mourir en avançant toujours, se retirait et revenait encore ; lorsque mes regards furent attirés par un jeune homme en habit de page, qui, au milieu de la cour des Tuileries, armé d'un fusil et seul, recevait sans bouger la vive fusillade des nôtres.

Quelle surprise ! ces cheveux blonds, ce visage parfait, ce

regard devenu terrible : c'était le beau jeune homme de Jenny. Par un mouvement soudain je l'ajustai ; dans ce premier transport, il me sembla que c'était une proie échappée que je retrouvais. J'attendis cependant. Je comptais voir dans cette frêle jeunesse un moment de crainte et de peur. Tant d'hommes fuyaient autour de lui que je lui laissai la chance de n'être qu'un homme. Pendant le peu d'instants que dura ma pitié, je suivis avec curiosité tous ses mouvements. Il demeura calme et debout chargeant avec rapidité son fusil, puis choisissant avec froideur ses victimes. Cinq fois il tira, et cinq des plus braves qui s'avançaient contre lui tombèrent frappés au cœur, sans remuer, morts et tués par une main sûre et un coup d'œil impassible.

Dans ce moment, un enfant, un de ces héroïques enfants qui ont fourni tant de gloire à leurs aînés dans l'histoire de ces sublimes journées, s'élança du côté du jeune page. Mais celui-ci avait eu le tems de recharger son fusil, l'enfant n'était pas à trente pas de lui, la crosse était déjà contre l'épaule, lorsque le page chancela, laissa tomber son arme et s'abattit lui-même sur le visage comme un jeune arbre coupé dans sa racine. Je l'avais tué avec ma dernière cartouche.

La cour fut bientôt envahie, une curiosité horrible m'entraîna vers ce malheureux. Il respirait encore, je le relevai, il était appuyé sur mes bras, le visage tourné vers le ciel, le sang sortait à bouillons de sa bouche, il essaya de parler et parvint à prononcer ces mots : « Dites que je suis mort... Henri L. C., mon père le capitaine L. C. » Je ne sais ce qui me saisit au cœur, mais je poussai un cri de désespoir, le corps m'échappa et la tête alla frapper et rebondir sur le pavé. Ces adieux d'un père et d'un fils qui se cherchaient à leur dernier soupir, ces deux morts qui se réunissaient sous mes yeux ; et puis une idée atroce qui me passa par la tête, j'unis dans une même pensée la vieille Magdelaine et la pauvre Jenny !... Je m'enfuis épouvanté, égaré, insensible à tous ces cris de victoire qui se confondaient autour de moi. Je courus, je courus comme un insensé... j'étais dans la salle du trône... LA MODE.

LE CHASSEUR D'HOMME.

Il y a dix-huit mois, deux Anglais se rencontrèrent par hasard dans la petite ville de Dessau. Le plus âgé était un homme grave, et qui n'avait rien de remarquable. Le plus jeune, au contraire, attirait sur lui tous les regards. C'était un homme de haute taille, maigre et portant un visage singulièrement osseux. On remarquait en lui tout ce qui caractérise un homme solidement constitué ; mais il semblait usé par les voyages, et accablé du poids de ses pensées. Il devait avoir été très-beau, et avait encore quelque chose d'imposant ; mais le chagrin et la pauvreté ne sympathisent pas long-temps avec les beautés du corps, et, chagrin et pauvreté, il avait tout enduré ! Malgré l'expression diabolique de ses yeux, enfoncés dans leur orbite, ses traits étaient réguliers et pleins de noblesse, et ses joues sèches et creusées (par la faim peut-être) semblaient ajouter encore à la magie de son regard, énergique et enflammé comme celui du poète dominé par les inspirations d'une extase profonde, ou du forcené rêvant à la vengeance.

Après les salutations d'usage entre amis, ces deux hommes causèrent quelques instants de choses et d'autres. Pendant la conversation, le plus vieux s'efforçant de deviner l'état et la fortune de son compagnon ; et celui-ci de son côté, glissant de tems à autre sur cette matière, sans laisser reposer ses yeux toujours en mouvement, comme s'il eût craint que quel qu'un n'échappât à ses regards observateurs, ou ne parvint à le deviner lui-même. Le vieux se nommait Denbigh, le nom du jeune est sorti de ma mémoire, je l'appellerai Gordon. Ce fut Denbigh qui céda le premier à sa curiosité, et adressa quelques questions à son compagnon au moment où ils entraient dans le salon commun de l'hôtel du Grand-Aigle à Dessau.

— Et comment vous trouvez-vous ici ? dit-il, je vous ai laissé employé dans une boutique, ayant à peine de quoi vivre. Nous étions liés d'amitié, et vous ne voulûtes jamais souffrir que je vous prîtasse de l'argent ; vous refusâtes également, il y a trois ans environ, de m'accompagner dans mon voyage sur les bords du Rhin. Vous faisiez profession d'avoir en horreur les voyages ; cependant je vous retrouve ici, voyageant, à ce qu'il me paraît, et peu agréablement, ce me semble. Allons ! soyez franc avec moi, qui vous a conduit ici ? ou plutôt, qui vous a de la sorte maigri et desséché ? qui vous a fait ainsi grisonner les cheveux ? Vous avez presque l'air d'un vieillard.

— Eh ! reprit Gordon, je suis vieux, comme vous le dites, je suis assez vieux ; et l'automne pèse sur moi, sur ma tête, sur mon cœur ; ils commencent à se glacer. Voulez-vous savoir ce qui m'a conduit ici ? Rien de mieux, vous avez droit de me le demander, et je vais vous le dire. Écoutez bien, car c'est une histoire, un roman que je vais vous raconter.

— Vraiment ! dit Denbigh en souriant.

— Vraiment !... répéta Gordon, une histoire aussi vraie que l'enfer, aussi sombre, aussi affreuse que l'enfer ! Mais, paix ! paix !... ajouta-t-il en gardant un instant le silence ; puis, d'une voix sourde et creuse : chaque chose a son tems, ajouta-t-il, nous commencerons, tranquillement, tranquillement. Venez, buvons un peu de vin, et vous verrez si je suis un froid historien.

Ils demandèrent donc du vin et quelques restaurants moins liquides auxquels Gordon ne goûta pas ; mais il avala une ou deux gorgées de vin qui parurent agir comme un opiat sur ses nerfs. Après quoi, il se composa froidement, comme un homme qui ignore ce que c'est que se troubler devant le monde ; mais enfin, son adversaire, impatient, hasarda quelques questions et le força ainsi de recueillir ses souvenirs. Gordon se leva un instant ses lèvres et poussa un profond soupir qui gonfla subitement ses narines. C'était la préface, l'introduction de son histoire, et il commença, sans autre préambule, à peu près comme il suit :

« ... On amena, il y a environ trois ans, une jeune fille dans une de ces maisons de charité qui sont dans le voisinage de Londres, et où les malheureux, coupables ou innocents, trouvent un refuge assuré.

« Elle était accompagnée de sa mère ; et sa mère était une pauvre veuve. Cette femme ne ressemblait en rien à sa fille,

et cette dissemblance ne venait pas seulement de son âge et de ses traits ; elle avait une physionomie toute masculine ; fortement constituée, et formée pour défier la fatigue, elle semblait, dévorée par la honte et la faim, survivre à tous les bonheurs, à toutes les consolations de l'existence. Jusqu'à ce jour, elle eût rougi, car je la connaissais, d'implorer les secours de la pitié. Oh ! quels tiraillements d'entrailles ! quels déchirements de cœur il fallait qu'elle eût endurés pour se résoudre à se présenter suppliante aux portes de cette maison ! ... Et pourtant elle y vint, traînant sa fille sur son bras, mendier un asile et du pain.

« Les mille questions d'usage lui furent adressées par les dames qui dirigeaient l'établissement. Elle y répondit avec calme... L'histoire de cette pauvre mère est assez triste, assez poignante : Dieu veuille que de pareilles infortunes soient rares dans notre Angleterre !... C'était la veuve d'un militaire, officier brave et distingué qui périt sur le champ de bataille. Si les lauriers pouvaient servir de nourriture, sa famille n'eût jamais éprouvé les souffrances de la faim ; mais le laurier est une plante vénéneuse ; son éclat vous séduit, vous le portez à vos lèvres, vous êtes empoisonné !... Bien, ceci ne fait rien à mon histoire... La pauvre veuve resta presque sans argent, chargée de trois enfants. Leur père avait possédé quelque fortune, mais elle ne consistait qu'en billets ou rentes payables au porteur, et il les confia, sans en demander reçu, aux mains d'un usurier qui en fit sa propriété, refusa de s'en reconnaître dépositaire, et vit sans pitié chasser, mourir de faim, la veuve et les trois enfants. Il se trouva un homme charitable qui leur fournit de l'ouvrage et du pain pendant quelques mois ; cet homme mourut subitement, et ils restèrent de nouveau sur le pavé.

« Ce fut alors que la malheureuse veuve sentit tout ce qu'il y avait de déchirant dans les regards ternes de ses trois enfants affamés ! Elle y répondit de tout son cœur de mère ; elle fit appel à toutes les forces de son corps et de son esprit. Fatigues, dégoûts, rien ne l'effraya. Veillant, travaillant, s'épuisant nuit et jour, elle parvint à gagner pour ses enfants une nourriture grossière, et quelquefois même ils mangeaient à leur faim. Enfin, l'aîné des deux garçons devint capable de travailler, gagna quelque argent, et ils furent certains alors d'avoir du pain presque tous les jours. C'était chose merveilleuse de voir combien les vices et la dégradation qui accompagnent ordinairement la pauvreté leur demeurèrent étrangers, car ils restèrent bons et vertueux. Ils furent élevés toujours probes, généreux, forts et courageux. Rien ne manquait enfin à leur éducation d'hommes, car leur mère avait semé l'ambition dans leur cœur, et le germe avait poussé. Quelques livres, achetés ou donnés par des protecteurs, leur firent lieu de maîtres ; et chaque soir, après avoir erré dans la ville pour ramasser du bois, puiser de l'eau ou remplir leur tâche : ils se rassemblaient pour lire autour de leur mère. Ils ne lui désobéissaient jamais ; elle n'avait pas besoin de commander. Et en tout cela, ils faisaient bien peu ; leur mère avait tant souffert ! elle avait tant obéi au malheur !...

« Je ne sais quel crime un père peut commettre qui puisse attirer tant de maux sur sa famille... Mais, s'il n'est pas mort criminel, par le Dieu de bonté ! Devaient-ils donc éprouver des maux plus terribles encore, les malheureux enfants dont les lèvres ont été déchirées au berceau par le pain pétrifié de la misère !... Pauvres créatures ! n'avaient-elles point assez souffert encore ? Que pouvaient-elles souffrir de plus affreux ? Car qu'est-ce que la corde, qu'est-ce que le couperet de l'échafaud aux yeux d'une mère qui se meurt chaque jour et n'expire jamais à voir autour d'elle ses enfants affamés !... Se raidir continuellement contre le froid, les fatigues, les maladies, le dédain, le mépris, les injures, l'indifférence, tout cela pour gagner seulement du pain, et n'en pas avoir toujours !... N'était-ce pas assez ?... Il paraît que non, car un malheur plus affreux que tout cela vint encore la frapper. Écoutez bien !

« Un ami... ha ! ha ! ha !... C'est un terme reçu ! Un ami du fils, un jeune homme qui s'était élevé peu à peu jusqu'au rang de commis manufacturier, vint les voir dans leur modeste chenil. Il était riche, spirituel même, et c'était un de ces jeunes gens froids et sveltes qui vendent le malheur aux jeunes filles au prix d'un caprice. Mais il était aussi peu susceptible de sensibilité, de courage et de loyauté que la pierre que foulent nos pieds. Or, il aimait... J'emploie ce mot pour être bref sur cette partie de mon histoire... Il aimait la jeune fille de la maison, car la vue de cette belle enfant réveillait son appétit brutal. Il lui causa, la flatta (elle, faible créature, prit cela pour de l'amour), et l'ami de la maison y apporta d'abord des présences, puis la honte et l'infamie. Elle était si jeune, pourtant ! Pas encore quinze ans !... Mais ce n'était rien pour cet homme lâche et méprisable, il ne respecta pas plus la naïveté de l'enfance que les chagrins de la pauvreté. Il la séduisit, la corrompit... Oh ! oh ! le crime fut accompagné de raffinements affreux ; fraude, violence, bassesses de toute nature dont je frémissais de vous toucher un mot... Bref, il eut entre ses mains le sort de la famille. La jeune fille, (sur le point de devenir mère), voulut se donner la mort ; mais sa tête était faible, et l'incertitude de la vie future la retint dans cette-ci. La mère, irritée d'abord contre sa fille lui pardonna cependant, et la laissa vivre dans sa maison. Mais l'ouvrage vint à manquer, il lui devint impossible de la nourrir, et ce fut pour cela et pour cacher sa honte, qu'elle la mena à l'établissement dont je vous ai parlé. Là, la jeune fille fut laissée sous un faux nom pour recevoir les secours de la maternité.

« ... Mais les fils, m'allez-vous demander, où sont-ils les fils ? — Oh ! ils sont !... Ah ! je vais vous le dire. — Ils ne se doutaient de rien, ces fils, tant que leur mère n'eût pas mis ses projets à exécution. Alors seulement elle vint en sanglotant, les yeux baignés de pleurs et leur avança... Tout !

— Et comment prirent-ils la chose ? Que dirent-ils ? s'écria Denbigh, rompant pour la première fois le silence depuis le commencement de la narration.

Gordon poursuivit :

« D'abord, ils ne comprirent rien au récit entrecoupé de leur mère ; puis, une nouvelle si soudaine, si poignante, si imprévue les frappa comme un sautoir, comme un conte fabuleux. Ils restèrent stupéfaits. Mais quand la vérité, la vé-

rité nue, triste, terrible leur fut répétée froidement et avec tous les détails atroces, le fils aîné se laissa emporter par un torrent de paroles gonflées par la rage. Le plus jeune, âme violente et bourrelée de passions concentrées, se leva, ouvrit la bouche, voulut parler et tomba mort sur le plancher... »

— Mort ! Bon Dieu ! Mort ! s'écria Denbigh.

« Non, reprit Gordon, oh ! non, mais on le crut... Ai-je dit mort ?... Non j'ai eu tort... Il n'était pas tout à fait mort et de prompts secours le rappellèrent à la vie. Sous l'étreinte brûlante de la mort, son sang coula en flots par la bouche et par le nez, cela le sauva. Peut-être aussi le serment qu'il faisait dans son cœur en ce moment, la résolution terrible, implacable, immuable qu'il formait contribuèrent-ils à le calmer, car il se réveilla froid en apparence et donnant toutes les marques de la résignation... Mais il n'avait pas déposé sa haine, éteint sa colère ! Patience, résignation, pardon, voilà de belles paroles, ce sont des vertus peut-être mais ce n'était pas les siennes. Il avait reçu du ciel une âme inébranlable !

— De même que vous, dit Denbigh, comme pour se soustraire de l'impression terrible que faisait sur lui le récit.

« Comme moi !... Oui, c'est cela, comme moi ! répondit l'homme d'une voix farouche. Il pensa que le châtiment, la vengeance ne sont tout au plus que l'ombre du crime... Et moi, je pense de même... Il jura tacitement, mais solennellement, (et il prit le ciel et l'enfer à témoin de son serment), il jura qu'il n'aurait plus désormais qu'un but unique, qu'une seule ambition... LA VENGEANCE ! Il jura de boire le sang du traître... ET IL L'A EU !

— Quand ? où ? interrompit brusquement Denbigh.

— Buvons un peu de vin, dit Gordon... Non, maintenant je parle, ajouta-t-il en posant son verre, de ce qui doit arriver, de ce qui ARRIVERA. Ce qui n'est pas n'est pas ; mais aussi sûrement que je vous vois là, devant moi, aussi sûrement je vois devant moi l'accomplissement de cette vengeance. Il y a pour certaines choses une fatalité, une providence, et c'est une de ces choses-là... Vous souvenez-vous de l'histoire d'Aguirra, l'Espagnol ?

— Non, répondit Denbigh.

— Cependant elle est bien connue, cette histoire : elle est frappante, elle vaut bien qu'on s'en souvienne... Car, si ce n'est celle dont je vous parle, il n'en existe pas de pareille dans les annales du monde entier. Au surplus, je vous la raconterai, pour cela seulement que vous croyiez à la vérité de la mienne. Mais, pour l'instant qu'il me suffise de vous dire ceci : Aussi sûre fut la vengeance d'Aguirra, aussi sûre est... LA MIENNE.

— La vôtre ! s'écria Denbigh, ai-je bien entendu ?

— Oui, prêtez bien l'oreille. C'est moi qui suis LE VENGEUR ! Ma famille est celle-là qui doit si peu à la fortune... Qui doit tant à la vengeance !... »

— Mais le coupable, répondit Denbigh ?

— Le coupable ! Ah ! c'est vrai, vous faites bien de me le rappeler... Toutefois ne pensez pas que ma mémoire l'ait un seul instant perdu de vue !... Il s'enfuit dès qu'il sut, je me trompe, dès qu'il supposa que nous avions découvert le crime. Il réalisa sa fortune et abandonna son pays. Mais je n'ai pas oublié sur ses traces. Car moi aussi j'avais amassé quelques épargnes, mon frère avait plus épargné encore, et avec le tout je commençai ma CHASSE.

« Je ne vous fatiguerai pas avec le récit de tous les obstacles que je rencontrai dans mon chemin. Je ne vous dirai pas combien j'ai fait de milles à pied, demi-vêtu, demi-nourri, car il me fallait épargner mon trésor. Je ne vous raconterai pas comme quoi j'ai presque mendié mon pain pendant près de trois ans ; comment j'ai été volé, blessé, emprisonné, mais pour un jour heureusement, car j'avais ma vengeance à poursuivre. Grâce aux furies, j'ai su toujours retrouver ma liberté ; j'ai suivi l'homme dans tous les pays du monde, de Moscou à Madrid, de la Baltique au Mississippi. Mais il fuyait, il fuyait toujours, sûr que j'étais pour toujours sur ses traces. Il profitait de la nuit pour prendre la fuite, et me voyait toujours derrière lui comme un spectre sanglant. Moi, j'étais sûr de lui. Je ne l'ai jamais perdu : ruses, déguisements, detours, faux avis, rien ne m'a trompé ; je sentais le crime, je n'ai jamais perdu sa trace. Partout où il était j'étais aussi, un peu plus tard peut-être, mais j'arrivais. J'ai vingt fois sur le point de le rencontrer seul, et toujours quelque chose est venue à la traverse ; mais s'il persiste à fuir, je persiste à suivre. Il a toujours derrière lui la terreur ; j'ai toujours devant moi la vengeance. Il est dans ce pays, dans cette ville ; il m'a échappé pour quelques instants, pour quelques jours peut-être ; mais j'ai encore un peu de vie, comme vous voyez... et il n'est pas mort, car je ne l'ai pas tué !... Ah ! ah ! ah !... »

— Et quel est son nom ? demanda Denbigh.

— Warn ! Warn !... Que le brasier de l'enfer s'écroule brûlant sur sa tête !

— Chut ! chut ! ne parlez pas si haut ! Regardez, il y a dans cette loge, près de nous, quelqu'un qui a prêté l'oreille.

— Peu m'importe ? répliqua le vengeur.

Et à l'instant même on vit sortir de la loge un étranger qui venait de prendre quelques rafraîchissements. Sa démarche, car les deux interlocuteurs ne le virent que par derrière, était celle d'un vieillard. Il s'avança sans mot dire jusqu'à l'autre bout de la taverne, jeta sur le comptoir une pièce de monnaie évidemment plus que suffisante pour payer ce qu'il avait pris, et sortit.

Au premier mouvement de cet homme, toute l'attention de Gordon se fixa sur lui. La gorge tendue, les yeux au grand ouvert, il semble prêter l'oreille...

« Qu'avez-vous donc, Gordon ? s'écria Denbigh. Ce n'est qu'un vieillard qui va se coucher.

Gordon ne répondit pas ; mais il sortit de la taverne et suivit l'inconnu. Une minute après, Denbigh le vit se cacher à l'angle d'un bâtiment qui se trouvait à l'extrémité opposée de la rue. Il guettait évidemment l'étranger.

Cependant il ne demeura pas à ce poste, mais continua de marcher doucement dans l'ombre. A peu de distance de là, il s'enfonça dans une rue latérale et disparut.

Denbigh ne l'a jamais revu.

Trois ou quatre jours après, on trouva à quelque distance de la ville, le cadavre horriblement mutilé de l'inconnu.

DIGUES DE LA HOLLANDE.

C'est avec juste raison qu'on peut regarder la Hollande comme une conquête sur la création. La puissance de l'homme brille dans ces villes bâties sur un sol dérobé à la mer, dans ces travaux de géants pour refouler et maintenir la masse puissante qui pèse incessamment contre les travaux artificiels de l'homme, et menace toujours de submerger de vastes territoires. Il est curieux surtout de voir ces énormes parapets couronnés d'une forêt de mâts avec leurs banderolles, et les flots battre le sommet des plus hautes digues, tandis que les yeux s'inclinent pour chercher des villes et des prairies dans les profondeurs. Ce contraste occupe l'imagination, et le pèril éternel d'un semblable état de choses en fait ressortir le pittoresque. On frémit quand on songe aux incalculables malheurs qu'amènerait le dépérissement de ces barrières humaines ou que pourrait amener le patriotisme de quelques ennemis de la Hollande, résolu à périr pour noyer presque entièrement cette civilisation à demi sortie des ondes. Par une simple brèche, les eaux s'échapperaient sous la pression du volume de la mer avec une violence irrésistible, et bondiraient sur ces plaines basses pour s'étendre comme un seul lac à travers les villes et les villages. L'eau est l'éternel adversaire de la Hollande, et tend à reconquérir ses domaines ; il a fallu des digues contre les mers, il faut des canaux pour assainir et sécher les terres marécageuses. Des capitaux énormes sont annuellement consumés dans ce but. Les débordements du Rhin et de la Meuse exposent d'année en année les provinces de Gueldre et de Hollande à des inondations. Le sable que ces fleuves entraînent après s'être ouvert de force un chemin à travers les amoncellements qui les contiennent, rend parfois le sol stérile pour un tems considérable. La mer du Nord menace plus terriblement les provinces maritimes. La Zélande, la Frise, Groningue, se trouvent en effet au-dessous du niveau dans une proportion vraiment démesurée.

Depuis Dunkerque jusqu'au Texel, des collines, ou dunes de sables, forment une chaîne non interrompue, tantôt élevée de 14 toises, tantôt de 30 ; mais le reste des côtes n'est protégé que par des travaux énormes qui emploient une administration considérable, et dévorent des sommes prodigieuses. Rien que pour la réparation des digues qui bordent le rivage occidental du Zuiderzee, et la face septentrionale de l'Y de Wingerwand, on a dépensé, de 1732 à 1756, près de 50 millions de francs. Si l'on veut se figurer à quel chiffre la dépense totale pourrait s'élever par approximation, il faut considérer que nous aurions encore à mettre en ligne de compte les digues de la côte méridionale et orientale de ce golfe, celles de Groningue, de la Frise, la Zélande et la Hollande septentrionale ; puis enfin, toutes celles qui n'ont à prévenir que les fleuves et les rivières de l'intérieur pendant les époques de la crue des eaux. Les seules constructions hydrauliques de ces provinces furent évaluées en 1816 à 10,800,000 fr. : ce sont, à la vérité, les plus basses du royaume des Pays Bas. La plus merveilleuse de toutes ces fortifications est celle qu'on voit à la pointe occidentale de l'île Walcheren, en Zélande, et qu'on désigne sous le nom de West-Cassel : sa longueur totale est de 200 toises. La partie méridionale de la province de Hollande, qui en beaucoup de points est inférieure à la ligne des eaux, a été plus d'une fois, à diverses époques, la proie de l'inondation, et chaque fois les ravages prodigés par la furie de la mer ont occasionné les plus déplorables désastres.

L'ouragan de 1825 porta pareillement la désolation sur les plaines de la Frise. Les digues furent démolies sur la presque totalité de leur étendue, et le bassin maritime déversant à la ronde ses nappes d'eaux furieuses, emporta en un clin d'œil des habitations, des hommes et des troupeaux. Dans cette contrée, les villes et les villages sont groupés avec leurs arbres et leurs remparts sur des terrains artificiellement exhausés en forme de collines ; et lorsque, vers la fin de l'automne les inondations s'étendent sur les bas fonds et croissent avec rapidité, le pays a la physionomie riant d'un archipel avec ses flots habités, ses barques et ses villes reflétées dans les ondes. Tout ce qui respire se trouve alors à fleur d'eau ; et si l'histoire ne venait pas nous révéler que l'amour de la patrie, attisé par les cruautés du despotisme espagnol, a produit seul ces phénomènes, on ne reviendrait pas de sa surprise ; car c'est une chose qui étonne que cette obstination héroïque d'un peuple à vivre sur ce sol, aussi menacé par la mer que les constructions italiennes penchées aux flancs du Vésuve le sont par la colère du volcan.

Le salut de la Hollande est attaché à la conservation de ses digues, et un ministère spécial en dirige la surveillance. Plusieurs fois déjà le pays a été menacé d'un engloutissement complet par le mauvais état de quelques digues que les vers avaient rongés ; et ce que la vétusté avait menacé de faire, les ennemis de la Hollande tentèrent aussi de l'effectuer. Aujourd'hui, on annonce que deux cents Belges, altérés de vengeance, se sont réunis après le désastre d'Anvers, et sont partis, après avoir fait le serment de périr ou d'ensevelir la Hollande sous les eaux. On assure qu'ils se sont dirigés vers la Crapine, où la disposition du pays leur offre le plus de chances de succès pour leur terrible entreprise ! Et c'est de nos jours, c'est dans un des pays les plus civilisés de notre élégante Europe, que se fait une guerre digne des barbares, une lutte d'extermination dirigée à la fois contre les hommes, contre les arts et l'industrie ! don Miguel et Guillaume de Nassau, l'incendie d'Anvers, les horreurs de Bruxelles et l'inondation de la Hollande, voilà les noms et les progrès sociaux que la perfectibilité indéfinie aura à inscrire sur les fastes du 19^e siècle ! Qu'on nous parle maintenant du pacha de Janina et des massacres de la Grèce : l'Occident n'a plus rien à envier à l'Orient ; en six mois, nous avons fait pâlir dix ans de son histoire.

Dans les derniers jours de la semaine passée a eu lieu le mariage de M. Casimir et de M. Germain Delavigne. Les deux frères se sont mariés le même jour. On assure qu'à cette occasion S. M. Philippe I^{er} aurait offert un emploi élevé à M. Casimir Delavigne et que l'auteur des *Messéniennes* lui aurait répondu : « Sire, j'ai l'honneur d'être depuis long-tems votre ami ; j'aurai souvent occasion de faire votre éloge, et je ne veux pas qu'on puisse dire que je suis payé pour cela. »

ANNONCES.

A LOUER,

Une très jolie chambre garnie, avec ou sans la pension, No. 33 Chatam-street.

Mr. G. F. WEISSE, de Paris, qui a professé dans plusieurs pensions de cette ville et notamment au *High School*, vient d'ouvrir une classe du soir pour l'enseignement de la langue française, au No. 3 Courtlandt street.

Mr. G. F. W. donne aussi des leçons particulières. Heures des classes, de 6 à 7 et de 7 à 8. Les personnes qui désireraient prendre des leçons pourront trouver Mr. W. au No. 3 Courtlandt street, tous les jours, depuis 1 heure jusqu'à 3.

AVIS. — M. JOSEPH COLLET, No. 133 Greenwich-street, a constamment à vendre aux prix les plus modérés en gros et en détail, un assortiment complet de vins de France, d'Espagne, liqueurs de toutes sortes, vieux xéres, (sherry) vins d'Oporto et Madère, eaux-de-vie 4me preuve, genièvre et rhum en bouteilles, dames jeanne ou futs en entrepôt ; Chateau-Margaux, Lafite, St. Julien, Médoc, Hermitage, Côte-rôtie, haut Barsac, Sauterne, Grave, Malaga, muscat frontignan, Champagne en bouteilles et en paniers, etc.

Jos. Collet s'engage envers le public et ses amis à fournir ces articles dans leur état naturel, tels qu'ils ont été importés, et à plus bas prix qu'on ne pourrait se les procurer ailleurs.

Les frais de transport seront à sa charge. Il prépare pour les voyageurs des provisions, et des fruits dont il garantit la conservation à la mer. Bœuf, veau, cuisses d'oie, volailles, canards, confits, etc tomates, champignons, coings, tablettes de bouillon, etc.

Joseph Collet peut également disposer de quelques appartemens bien meublés, et recevoir en pension chez lui à des prix modérés un petit nombre de personnes respectables.

DENTS INCORRUPTIBLES.

MM. PLANTOU père et fils, Chirurgiens Dentistes de Paris, premiers fabricants des dents incorruptibles, qui leur ont mérité depuis près de dix ans un certificat de la Société Médicale de Philadelphie, attestant la supériorité de cette espèce de dents artificielles sur toutes celles faites de matières sujettes à corruption, offrent aux habitants des Etats-Unis leurs services pour toutes les opérations de leur art. Ils placent de ces dents, qui ne changent jamais de couleur et ne contractent jamais de mauvaise odeur, depuis une seule jusqu'à des rateliers entiers, lorsqu'il ne reste plus une dent dans la bouche. Ils ont obtenu une patente pour la perfection qu'ils ont acquise dans la fabrication, la solidité et la durée de ces dents.

Leur résidence est à Philadelphie, quatrième rue Sud, No. 110. 61—tf

A VENDRE chez M. THOISNIER DESPLACES, libraire de Paris et à New-York, Exchange-Place, No. 32.

HISTOIRE DE NAPOLEON par M. de Norvins, 4 vol. en 8o avec vignettes, cartes et plans, \$13 ;

Précis du consulat et de l'Empire sous Napoléon, avec les réflexions de Napoléon lui-même. 1 vol. 8 vo. \$2.

Biographie universelle des hommes les plus marquans sous tous les rapports. 52 vol. 8 vo. \$80—broché.

Annuaire historique et universel depuis 1818 jusqu'à 1830. 1 gros vol. 8 vo, de 1,000 pages \$3. Chaque année peut se vendre séparément.

Dictionnaire synonymique de la langue française, par Laveaux. \$30.

Dictionnaire espagnol-français, par Trapani. 2 vol. 8 vo de 1300 pages. 6.50.

Diccionario geografico universal d'après Malte-Brun. 2 vol. 8 vo. \$8.

PAQUEBOTS DU HAVRE.

Lignes.	Navires.	Capitaines.	Départ de N.-Y.
1	Charlemagne.	Robinson.	1 ^{er} fév. 1 ^{er} juin 1 ^{er} oct.
3	Havre,	Keene.	10 » 10 » 10 »
2	Chs. Carrol.	Clark.	20 » 20 » 20 »
1	Ed. Quersnell.	Hawkins.	1 ^{er} mars 1 ^{er} juil. 1 ^{er} nov.
3	Henri IV.....	J. B. Fell.	10 » 10 » 10 »
2	France.....	E. Funk.	20 » 20 » 20 »
1	Sully.....	Macy.	1 ^{er} avril 1 ^{er} août 1 ^{er} déc.
3	François Ir.....	Skiddy.	10 » 10 » 10 »
2	Erie.....	J. Funk.	20 » 20 » 20 »
1	Formosa.....	Orne.	1 ^{er} mai 1 ^{er} sept. 1 ^{er} jan.
3	De Rham.....	Depeyter.	10 » 10 » 10 »
2	Ed. Bonaffé.	Hathaway	20 » 20 » 20 »

Première ligne, consignataire au Havre, E. Quesnel Painé.

Deuxième ligne, Bonaffé, Boisgérard et Cie., agents à New-York Crassous & Boyd.

Troisième ligne, consignataires au Havre, La Rue & Palmer ; propriétaires à New-York, C. Bolton, Fox & Livingston ; courtiers, Cras sous & Boyd.

Tous ces navires sont de première classe, et commandés par des capitaines expérimentés. Leurs emménagements sont élégants et aussi commodes qu'on le peut désirer. Le prix d'une traversée dans la chambre est fixé à \$140, pour lequel on fournira lits complets, vins et abondant provisions.

SYLVESTER, 130 et 311 Broadway,

Prend la liberté de rappeler aux personnes qui lui donnent leurs ordres, que, chaque JEUDI, on fait un tirage de la Loterie de New York et qu'il a reçu de l'Etat une licence pour vendre des billets, ou parts de billet.

Janvier 6—\$20,000, \$10,000, — Prix du billet \$5
13—\$21,500, \$10,000, 50 de \$1,000, etc. » 10
20—\$30,000, \$20,000, \$10,000, etc., etc. » 10.

BUREAU D'AGENCE, à NEW-YORK, Broad-street, No. 8.

On s'y charge d'acheter et de vendre à commission, d'effectuer les assurances, d'opérer la rentrée de fonds et d'en faire la remise ; de faire les entrées de Douane, pour chargemens et déchargemens de marchandise, bagage, etc. ; de traduire toute espèce de documents et de servir d'interprète ; de procurer des professeurs de langues, d'arts et de sciences ; de fournir les renseignements nécessaires pour se faire naturaliser citoyen des Etats-Unis ; et enfin d'exécuter tout ce qui pourra être utile aux personnes qui auront recours, ou qui enverront leurs ordres à M. EUGENE BERGONZIO, directeur de cet établissement, qui donnera les garanties nécessaires de son exactitude et loyauté.

Il y a dans le même Bureau, constamment à vendre, différentes qualités de Cigares de la Havane, en lots ou en boîtes de 250.

AUX AMATEURS DE MUSIQUE.

M. DESBARATS, élève des célèbres *Mori* et *Kieseweter*, a l'honneur de prévenir les dames et le public de cette ville en général, que son intention est de donner des leçons de Violon, de Piano, et de Musique Vocale. Il espère que la méthode excellente des maîtres dont il est l'élève et d'après laquelle il enseigne lui-même, son assiduité et son exactitude pourront lui mériter des encouragemens dont il se rendra digne.

M. D. accorde aussi les piano et à des prix modiques. S'adresser au No. 64 Beckman-street.

KEEPSAKE AMÉRICAIN.

Le soussigné vient de publier : *Keepsake Américain* ; morceaux choisis et inédits de littérature contemporaine. 1 volume avec 12 belles gravures. Prix, relié en soie \$2 50, en veau fers froids, doré sur tranche \$3, en maroquin riche, doré sur tranche, \$4, en maroquin à vignettes, doré sur tranche, \$5, en mosaïque \$15.

Le *Keepsake* est imprimé, sur beau papier velin, par Rignoux ; les reliures ont été confectionnées par Thouvenin. Les gravures sont de Durand, Ellis, Neagle, etc. La partie littéraire consiste de morceaux inédits en prose et en vers des auteurs suivans : Ancelot, de Béranger, Berthoud, de Chateaubriand, Deschamps, Desbordes-Valmore, Doudan, Drouineau, Fontan, Mlle. D. Gay, E. de Girardin, Victor Hugo, J. Janin, Lamette, Latouche, de Lecluse, Lichtemberg, Mignet, de Musset, Ch. Nodier, Regnier-Destourbet, Saint-Marc-Girardin, de Ségur, Soulié, Soumet, Sue, Tissot, de Wailly, de Walsh.

Foreign and Classical Bookstore,
CHARLES DE BEHR, Director,
108 Broadway, New-York,
32 South-sixth-street, Philadelphie.

FONDERIE EN CARACTÈRES D'IMPRIMERIE.

WM. HAGAR et Cie. ont transporté leur fonderie du No. 20 aux Nos. 29 et 31 Gold-street. Ils ont un assortiment complet de caractères qu'ils offrent aux prix suivans.

Six lignes au-dessus de Pica, au même prix que partout ailleurs.
Pica..... 36 cents. Small Pica..... 38 cents.
Long-Primer..... 40 Brevier..... 56
Bourgeois..... 46 Minion..... 70
Nonpareil..... 90 Pearl..... \$1 40
Diamond..... \$2.

A six mois de crédit, ou à 7 1/2 pour cent d'escompte. Ils prennent de vieux caractères en paiement, à raison de 9 cents la livre.

Wm. Hagar et Cie. appellent l'attention des Imprimeurs à leur nouveau métal qu'ils garantissent supérieur à tout autre employé dans ce pays, et qui est de 10 à 12 p. c. plus léger que l'ancien. Ils ont de nouveaux moules depuis le Pica jusqu'au D'romond, et sont agents de M. Samuel Rust, inventeur de la presse dite *Washington Press*, qu'ils vendront à un prix modéré.

AUX AMATEURS DU BON GOUT.

A. C. SMETS et Cie., Broadway, No. 258, s'exerçant toujours à réunir chez eux toutes les Graces, tellement favorisées par les Dames, ont le plaisir d'annoncer qu'ils viennent de recevoir des envois de leurs agents en Europe, qui surpassent, par l'élégance et la grace des articles, tout ce que l'on a vu jusqu'à présent ; les Dames sont invitées de venir partager l'admiration que ces nouveautés inspirent. Les brillantes robes de bal sont d'un goût rare ; les dessins exquis des riches voiles de blonde et de dentelle sont surprenans. Les broderies, les boas, les bonnets, les écharpes, les pélerines, les cravattes et les canezous sont les produits des plus célèbres fabriques. Enfin dans leur joli magasin se trouve tout ce qui peut plaire à ce goût délicat qu'offrent à nos yeux les toilettes charmantes des Dames de l'Amérique.

Mme. V. J. ARTIGUENAVE qui a professé avec succès à Paris et deux ans à New-York, a l'honneur de faire part aux dames de cette ville, qu'elle a ouvert, le 20 de ce mois, un Cours de Musique, et de Forte Piano, qui aura lieu trois fois par semaine, le lundi, mercredi et samedi, de dix à quatre heures ; le prix est de \$25 par quartier.

Mme. A. joindra à ce cours de musique, un Cours de Langue Française, le mardi, jeudi et samedi, de dix heures du matin à deux heures de l'après-midi. Le prix du quartier est de \$10.
No. 63 Murray street.

AVIS.

Le docteur V. GUILLOU, ayant définitivement fixé sa résidence à New-York, a l'honneur de prévenir le public, qu'on pourra le consulter tous les jours à son domicile No. 52 Hudson-st. L'expérience qu'il a acquise par un long séjour sur la côte du Mexique, et dans les Indes occidentales et l'étude particulière à laquelle il s'est livré des maladies ordinaires dans ces climats, le mettent à même de donner des conseils salutaires aux personnes qui auraient l'intention de les habiter.

Les français et les espagnols ignorant la langue anglaise, pourront consulter le Docteur Guillou dans leur propre langue.

Le docteur Guillou recevra volontiers dans son étude, deux élèves et médecine, ou un plus grand nombre, qui indépendamment des moyens qu'ils trouveront chez lui de se perfectionner dans leur profession, auront la faculté d'y acquérir sans frais la connaissance des langues française et espagnole.

CONDITIONS DE LA SOUSCRIPTION.

Le *Courrier des Etats-Unis* paraîtra tous les samedis et mercredis. — Le prix est de huit dollars par an, payables à l'expiration du premier semestre, non compris le port. — Les souscriptions subsisteront jusqu'à la notification régulièrement faite que l'abonné veut cesser de l'être. Néanmoins, tout nouveau semestre commencé sera achevé. — Les personnes qui habitent des lieux où le Journal n'a pas d'agents, sont tenues de payer d'avance le montant de leur souscription.

On souscrit : à New-York, au bureau du *Courrier des Etats-Unis*, No. 7 Broad-Street, où les lettres, communications et envois doivent être adressés, francs de port, à MM. les Éditeurs du *Courrier des Etats-Unis* ou à M. Wm. A. WISHART, Caissier du Journal.

A PHILADELPHIE, MM. F. HUTTNER.
BALTIMORE, ALFRED MORTON.
WASHINGTON, D. C. FISHEY THOMPSON.
NORFOLK, Va. PASCAL SCHISANO,
SAVANNAH, GEORGIA, JOSEPH AUZE,
AUGUSTA, (Ga.) J. P. SETZE,
CHARLESTON, JUL. TAVEL,
N.-ORLÉANS, F. GILLET & Cie.
OPELOUSAS, La. CHS. THIENEMAN.
DONALDSONVILLE, La. FRS. LEFORT, D. de P.
BATON-ROUGE, La. LOUIS SHEPPERS.
PLAQUEMINE, La. LS. DESOBRY, D. de P.
ST.-MARTINSVILLE, La. ADRIAN DUMARTRAIT,
VERMILIONVILLE, La. E. CHAIX, Directeur de la Poste.
MOBILE, Alabama. BASIL MESLIER.
ST.-LOUIS, Missouri. GABRIEL PAUL.
NASHVILLE, Tenn. PAUL NEGRIN.
WEST-POINT, N.-Y. JOSEPH DU COMMUN,
ALBANY, N. Y. E. CROSWELL, Albany Argus,
TROT. N. Y. F. ADANCOURT,
URICA, SAMUEL D. DAKIN.
BURLINGTON, Vt. CHAUNCEY GODDRICH.
BOSTON, F. SALES, Foreign Book-etc etc
No. 35 Washington-street.

POTLAND, Me. SAMUEL COLMAN,
QUÉBEC, NEILSON & COWAN.
MONTRÉAL, E. FABRE.
ST.-THOMAS, JOHN THOMSON,
PORTO-RICO, ROUSSEAU & Cie.
ST.-JAGO DE CUBA, JOHN M. DIONIS.
ST.-PIERRE, MARTINIQUE, SEGRETAIR.
POINTE-A-PITRE, GUADELOUPE, EDOUARD GRISOLLE.
CARTHAGÈNE, DON JOSÉ DE LA COVA,
HAVANNAH, FERRAND DE BEAUDIER,
PORT-AU-PRINCE.

PRIX DES ANNONCES.

Par abonnement à l'année \$20, avec le Journal.

\$15, sans le Journal.

\$1 pour chaque insertion n'excédant pas un carré d'impression pour la première fois et 50 centes pour chacune des fois suivantes.